

VICTOR SERGE

**PORTRAIT
DE
STALINE**

GRASSET

Portrait de Staline

Victor Serge



Grasset, Paris, 1940

Exporté de Wikisource le 14 juillet 2026

VICTOR SERGE

PORTRAIT
DE
STALINE

ÉDITIONS BERNARD GRASSET

61, RUE DES SAINTS-PÈRES, VI^e

PARIS

TABLE DES MATIÈRES

- I. — [Visage de la Géorgie](#)
- II. — [Le séminariste Joseph Djougachvili](#)
- III. — [Koba, obscur révolutionnaire](#)
- IV. — [Premières amertumes](#)
- V. — [Le terroriste](#)
- VI. — [Les années de Sibérie](#)
- VII. — [La révolution de novembre 1917](#)
- VIII. — [Pendant la guerre civile](#)
- IX. — [L'épisode de la marche sur Lvov](#)
- X. — [Le Secrétaire général du Comité Central](#)
- XI. — [Naissance de l'État bureaucratique](#)
- XII. — [La succession de Lénine](#)
- XIII. — [Chute de Zinoviev et de Kaménev](#)
- XIV. — [L'opposition et la révolution chinoise](#)
- XV. — [Industrialisation, collectivisation agricole, famine](#)
- XVI. — [Crises au Bureau politique](#)
- XVII. — [La terreur](#)
- XVIII. — [L'URSS entre dans la S.D.N.](#)
- XIX. — [Terreur et propagande](#)
- XX. — [Le procès des Treize](#)

- XXI. — [Explication des aveux](#)
- XXII. — [Sang sur sang...](#)
- XXIII. — [Le troisième procès de Moscou](#)
- XXIV. — [Réussite en Chine, défaite en Espagne](#)
- XXV. — [Le pacte avec Hitler](#)
- XXVI. — [Il est l'aigle, et la montagne, et le soleil...](#)
- XXVII. — [Et il a peur...](#)

I

VISAGE DE LA GÉORGIE

Après la plaine russe étendue sur plus de deux mille kilomètres, avec ses vallonnements, ses bois, ses fleuves, de l'océan Arctique au bassin de la Méditerranée, le voyageur éprouve, à découvrir le Caucase, une sorte d'émerveillement. La haute montagne l'accueille dans ses défilés ; la dent de glace du Kazbek, volcan éteint, y domine de larges vallées vertes et dorées. Les hommes qu'il rencontre sur la route ont une singulière beauté ; ils portent le long vêtement de bure du moyen âge, barré à la ceinture par le poignard droit qui leur sert à couper le pain... Le voiturier conduisant l'antique attelage à deux roues, traîné par des bœufs trapus aux cornes courtes, chante doucement pour rythmer le pas de ses bêtes ; et il arrive qu'il compose son chant au fur et à mesure qu'il avance ; ou bien qu'il sache par cœur d'admirables strophes d'un poème d'amour chevaleresque que Chota Roustavéli écrivit au XII^e siècle, au temps de la grandeur géorgienne. Le travail de l'homme s'acharne ici à disputer aux vents, à la neige, à l'altitude la moindre parcelle de terre accrochée au flanc des montagnes ; on voit les champs de blé se coucher, près des sommets, sur des pentes abruptes. Les villages ont une étrange physionomie : petites maisons plates, en grosses pierres, prenant le plus souvent le jour par la porte, au toit plat, voisinant, chacune, avec une massive tour carrée, qui s'incline un peu parce qu'elle est vieille. Et l'on apprend que, chez ce peuple de travailleurs de la montagne, des guerres de famille à famille se poursuivaient encore récemment. Le garçon est un homme à douze ans dans les hameaux des hauteurs rendus inaccessibles six mois de l'année par les neiges, — un homme qui monte à cheval et porte le poignard, et se sent fier et veut être libre... La route s'écarte des précipices, les pentes s'adoucissent, l'on a le sentiment d'entrer dans un vaste jardin odoriférant, l'on aperçoit au passage un ourson captif, dont les enfants se jouent, attaché

dans la cour d'une hôtellerie, et tout à coup les toits plats de Tiflis s'étagent au flanc du roc au-dessus de la Koura bouillonnante. La ville russe, moderne, administrative et militaire est à côté, rattachée à la vieille agglomération musulmane par un pont à l'entrée duquel se trouve une petite mosquée à coupole en faïence bleue.

Frontière de plusieurs mondes, Europe, Asie, Géorgie chrétienne et Asie islamique, de formation turque et arabe, très influencée par la Perse voisine. Mais les frontières ne font pas que diviser, elles unissent aussi. Est-ce encore l'Europe, est-ce déjà l'Asie ? J'étais frappé de la vanité de cette question et, par-dessus les contrastes et les disparates, de l'admirable unité de l'Eurasie. Caucase, creuset des races et des révolutions. Toutes les invasions qui ont déferlé d'Asie en Europe pendant des millénaires ont franchi ces montagnes en y laissant des hommes, des langages, des tombes, des outils. Tous les hommes, dans ce pays ont appris qu'il est dur, très dur de vivre. Quatre grandes races, une foule de petits peuples, au total aujourd'hui quelque six millions d'habitants (en Transcaucasie) : Géorgiens et Arméniens, chrétiens de rites différents, Turks, Russes (ceux-ci, 4,6 %, les derniers conquérants) ; et des Ossetins ou Alains, débris de ces Alains qui traversèrent le monde romain avec les invasions barbares puis furent exterminés par les Wisigoths en Espagne, des Lesghiens, des Assyriens, des Abkhases, des Kurdes, des Adjars (Géorgiens islamisés à Batoum), des Juifs montagnards qui sont sans doute des Montagnards judaïsés, des Iraniens... Les Grecs ont connu ces pays où les Argonautes seraient venus chercher la Toison d'or ; les Romains en ont conquis le littoral... De la Géorgie florissante des ^x^e-^{xii}^e siècles, sous David le Constructeur et Tamara la Grande, il reste des ruines de châteaux, de monastères, de ponts, et des images saintes, des livres, des poèmes. Un roi Héraclée, pour se soustraire à la domination des despotes persans, sollicita en 1783 la protection de Catherine II, tsarine des Russies. Les Russes n'achevèrent la conquête du Caucase que vers 1865 (mais l'ont-ils réellement achevée ?)

II

LE SÉMINARISTE JOSEPH DJOUGACHVILI

Le 21 décembre 1879, au village de Didi-Lilo, près de Tiflis, Catherine Djougachvili, qui était d'origine alaine, donna à son mari Vissarion Djougachvili, un fils qu'ils appelèrent Iossif, Joseph, et surnommèrent affectueusement Sosso. On ne sait presque rien du père : que, de souche paysanne, il fut artisan, cordonnier ; peut-être buveur. L'enfant semble avoir été élevé par la mère qui tint à lui donner de l'instruction. De l'école du village, il passa au séminaire de Tiflis, pour devenir prêtre, seule carrière qui s'offrit aux jeunes gens du bas peuple. — Catherine Djougachvili a fini ses jours il y a peu d'années dans un modeste appartement de l'ancienne résidence des vice-rois du Caucase. — On sait très peu de choses sur l'enfance et l'adolescence du séminariste. La Géorgie, pauvre et dépourvue de moyens de communications, subissait à cette époque plusieurs jougs superposés. L'administration russe traitait les Géorgiens en peuple conquis, mal soumis, trop fier, trop bon tireur. Ses propres princes, ruinés pour la plupart, chasseurs, buveurs, aventureux, orgueilleux comme des hidalgos de la décadence de l'Espagne, le malmenaient volontiers, paternellement. Il vivait dans la misère et l'oppression, secoué par des révoltes périodiques, nourrissant son âme des récits de la résistance à l'envahisseur du Nord. Sept ans avant que Joseph Djougachvili n'arrivât au séminaire, un recteur-archiprêtre y avait été poignardé par un séminariste. Le chemin de fer de Bakou venait d'arriver à Tiflis ; autour des premières industries mécanisées naissait un prolétariat misérable et surmené auquel les séminaristes, eux-mêmes convertis au socialisme par le *Manifeste* communiste de Karl Marx, apportaient avec ardeur un nouvel idéal. Remarquons que le *Manifeste*, écrit en France au début de l'essor industriel de l'Occident, pouvait s'appliquer assez bien à un pays où le capitalisme faisait brutalement son apparition. Déjà le séminaire de Tiflis avait formé plusieurs hommes appelés à jouer un

rôle dans l'histoire, comme Noé Jordania, le fondateur de la social-démocratie géorgienne et Tchkhéidzé qui devait, en 1917, présider le Soviet de Pétrograd. L'enseignement religieux était rituel et borné, de beaucoup inférieur à l'enseignement révolutionnaire, si élémentaire que fût celui-ci. Au séminaire, Djougachvili, ayant lu quelque chose sur Darwin, devint athée ; ayant saisi les schémas les plus nets du *Manifeste*, il se tint pour marxiste. La révolte naturelle qui couvait dans sa génération prit ainsi chez lui une forme consciente.

On ne sait pas s'il fut exclu du séminaire ou s'il en fut retiré par sa mère, comme le soutint toujours celle-ci, pour raison de santé. Le détail aurait son importance psychologique. Fit-il preuve d'assez de dissimulation pour paraître bien pensant ou fut-il exclu, mais pour incapacité ? Les archives du séminaire existent, et si l'on n'a rien voulu en retirer, ce n'est certainement pas sans raison.

III

KOBA, OBSCUR RÉVOLUTIONNAIRE...

Nous sommes en 1898-1900. La vieille sainte Russie impériale, seigneuriale, bureaucratique et paysanne est entrée dans les tourments de l'industrialisation. Marquons en bref quelques dates. En 1861, émancipation — plutôt théorique — des serfs par un rescrit d'Alexandre II. Le « tsar libérateur » est mort en 1881, dans une rue de Saint-Pétersbourg, déchiqueté par les bombes du parti de la « Volonté du Peuple » qui se bornait à réclamer une constitution. On a pendu les régicides et proclamé sous Alexandre III, l'autocratie « inébranlable ». Le terrorisme s'est éteint, mais les grèves vont se multiplier. L'industrie russe, largement alimentée par les capitaux étrangers, bénéficie, dans son essor, de toutes les ressources, matières premières, débouchés, main-d'œuvre à prix dérisoire, d'un vaste pays primitif. Pourquoi fabrique-t-elle des révolutionnaires en série ? Parce que les contrastes sociaux sont extrêmement accusés. La bourgeoisie grandissante est brimée par les institutions bureaucratiques et aristocratiques de l'Ancien régime qu'elle apprend à haïr. Les classes moyennes de villes sont sans droit ni avenir : or ce sont elles qui forment les intellectuels. La paysannerie, tout au bas de l'échelle sociale, manque de terres, de ressources, de tout. C'est elle qui donne les ouvriers aux manufactures et aux usines où l'on travaille jusqu'à quatorze heures par jour. Il fallut une grève, en 1898, dans la capitale, pour que les tisserands obtinssent la journée de 11 h. 30. Le paiement des salaires dépendait souvent du bon plaisir patronal.

En 1876 a lieu sur une place de Saint-Pétersbourg la première manifestation d'étudiants socialistes, sous un drapeau rouge. En 1892 se forment les premiers cercles socialistes où l'on trouve, parmi d'autres étudiants, Vladimir Oulianov, qui deviendra Lénine, et sa compagne Nadiéjda Kroupskaïa. En 1887, le frère de Vladimir, Alexandre, a été

pendu pour avoir participé à un complot terroriste auquel se trouvèrent aussi mêlés deux jeunes Polonais, Bronislaw et Joseph Pilsudsky... En 1896, Léo Bronstein, qui deviendra Trotsky, fonde un cercle ouvrier dans le Midi de la Russie. Un parti social-démocrate russe, encore insignifiant, existe depuis 1894 : ses quelques fondateurs sont en prison ; ils y lisent Marx. Lénine écrit en prison sa première brochure, puis il fuit, de Sibérie, et va rédiger à Munich l'*Étincelle*, l'*Iskra* pour grouper la jeunesse militante. Tout le vieil empire, de si solide apparence, entre peu à peu en fermentation. C'est, dans l'Europe de ce temps, le seul État que l'on puisse, à cause de son régime intérieur, comparer aux États totalitaires d'aujourd'hui. Sa séculaire robustesse paraît défier le temps ; il faut l'audace de jeunes chirurgiens passionnés pour oser dire que le patient, ce colosse, est atteint d'un mal mortel.

La vérité éclate en 1905. L'impérialisme russe, progressant sans cesse en Asie, depuis plusieurs siècles, est arrivé aux bords du Pacifique. Sur les frontières de la Mandchourie et de la Corée, il se heurte à l'impérialisme japonais, né de la révolution de 1868. En un an, les Russes subissent sur les champs de bataille de la Mandchourie, à Liao-Yang et Moukden, d'irréparables défaites ; leur flotte, venue d'Europe, est détruite dans le détroit de Tsoushima par l'amiral Togo ; ils perdent la place forte de Port-Arthur, ils perdent tout, quelle que soit la valeur des moujiks auxquels on a donné des fusils, parce que l'état des transports est invraisemblable et la corruption des fonctionnaires égale à l'incapacité des généraux de cour. L'incurie du régime s'aggrave de ses contradictions politiques, qui font souhaiter la défaite à une grande partie de la population éclairée. De cette défaite naît une Jacquerie, c'est-à-dire la ruée des paysans vers les terres seigneuriales. Les nids de seigneurs flambent, les attentats, les grèves, les mutineries militaires se suivent par centaines ; une grève générale spontanée oblige le 17 octobre 1905 le tsar Nicolas II à accorder à ses peuples un régime constitutionnel quasi parlementaire et des libertés démocratiques... Ces jours de joie sont suivis de jours de sang, quand la réaction, s'étant ressaisie, grâce à la fidélité du gros de l'armée, réprime impitoyablement les insurrections, brise le soulèvement de Moscou, fait arrêter le Soviet, c'est-à-dire le Conseil des députés ouvriers de Saint-

Pétersbourg, présidé par un jeune révolutionnaire nommé Léon Trotsky qui vient de décréter la journée de huit heures...

La première révolution russe a été une prodigieuse flambée. Elle a produit, par milliers, des combattants, des héros, des idéologues, des politiques, des fanatiques, des aventuriers. Tous les noms qui entreront dans l'histoire quelque douze ans plus tard y figurent déjà en bonne place — sauf celui de Joseph Djougachvili. Au Caucase, cependant, la tourmente fut d'une telle violence qu'elle emporta tout pendant quelques moments et que la révolution fut maîtresse du pays, à des îlots près. Djougachvili a vingt-six ans ; il milite dans les cercles socialdémocrates à Tiflis, à Batoum sur la mer Noire, à Bakou, sur la Caspienne, sous divers noms de guerre dont il préfère l'un, significatif : *Koba*, qu'il emprunte à un personnage de roman. Ce trait, datant de sa première jeunesse, décèle peut-être le seul élan qu'il ait eu vers une destinée pathétique. Nous savons qu'il écrivit des vers détestables ; et l'on nous a assuré qu'il existe de lui, ou que l'on a connu de lui, à cette lointaine époque, des tragédies d'un mouvement et d'une grandiloquence impétueuses, dans la manière de l'écrivain polonais, alors en vogue, Pzybychevsky, lequel s'inspirait lui-même de Nietzsche. Si ces essais littéraires existent, on les cache bien et l'on a sans doute raison. Sur l'activité révolutionnaire de Koba, l'on sait peu de chose. Des biographes aussi attentifs que Boris Souvarine et Léon Trotsky (dans un grand ouvrage encore inédit) ont étudié, ligne à ligne la vaste documentation existante ; ils n'ont rien trouvé de saillant, mais ils ont remarqué bien des points obscurs.

Djougachvili fut employé à l'observatoire de Tiflis, mais il vécut surtout de la vie pauvre et hasardeuse du militant, plus ou moins nourri aux frais de petites organisations très pauvres elles-mêmes. Affilié au cercle du Parti Ouvrier Socialdémocrate de Tiflis dès 1898, il s'y fit remarquer, parmi les ouvriers du dépôt des chemins de fer, par un caractère insociable, — on a même écrit *intrigant* — et dut en 1908 quitter la petite capitale pour aller militer à Batoum. Il aurait été exclu du groupe de Tiflis pour en avoir calomnié certains membres afin d'acquérir lui-même plus d'autorité. Un vieux révolutionnaire géorgien qui le connut à cette époque me disait : « C'était un petit gars débrouillard. Capable. Mais bougrement sournois, sachant bien semer la zizanie... » À Batoum, il fonda un cercle d'ouvriers, participa à une grève suivie de manifestation dans la rue ; le sang coula. La

répression, sévère, ne le frappa qu'avec modération ; preuve qu'il eut en tout ceci un rôle effacé ou se montra assez habile pour faire agir les autres sans être lui-même aperçu.

IV

PREMIÈRES AMERTUMES...

Les premières prisons de Koba sont celles de Batoum et de Koutaïs, petites villes de la frontière turque. Des centaines d'hommes, voleurs, meurtriers, contrebandiers, grévistes, infortunés de toutes sortes, révolutionnaires de plusieurs tendances, y vivent assez librement entre eux, dans la crasse, jouant à des jeux de hasard, pérorant, discutant avec feu les grandes idées entrevues, poignardant ou étranglant doucement, dans un coin de cour rempli d'une foule dense, les mouchards et les traîtres. Koba vécut là dix-huit mois, s'instruisant un peu, discutant beaucoup. Une note de police le surnomme *Le Grêlé*. Envoyé, de prison en prison, en exil, dans un village sibérien de la région d'Irkoutsk, Koba s'évada tout de suite et revint à Tiflis. Son premier mariage paraît bien se situer à cette époque ; il fut heureux avec une jeune Géorgienne, croyante, qui l'adorait, priant pour lui pendant qu'il assistait aux réunions clandestines ; quand elle mourut d'une pneumonie, en 1907, lui laissant un fils, Koba la fit accompagner au cimetière par un prêtre, selon le vœu de la famille. Il était si accablé qu'il dit, à l'un de ses camarades, que plus rien d'humain ne lui restait : « J'ai la poitrine inexprimablement vide... » On ne sait rien de cette épouse, pas même son nom que Staline ne devait jamais rappeler.

Nous connaissons de lui un portrait de cette époque : c'est celui d'un jeune homme éveillé, au regard direct ; un brin de barbe au menton, les cheveux mal peignés. Une physionomie tout à fait moyenne de jeune ouvrier ou d'étudiant pauvre.

... 1903 marque une date historique : celle de la scission du parti socialdémocrate russe en bolchéviks (majoritaires) et menchéviks (minoritaires) à son II^e Congrès qui débuta à Bruxelles puis siégea longuement à Londres, dans l'atmosphère d'une fin d'empire. Plékhanov y proposa la peine de mort pour la dynastie régnante, Lénine y préconisa la formation d'un parti d'intransigeants, hostiles aux libéraux. Martov, le futur leader du menchévisme, prit figure de modéré. En gros, l'on peut dire que la scission se fit et s'aggrava sur ces deux conceptions de la révolution russe imminente, l'une, la modérée, qui tendait à pousser au pouvoir la bourgeoisie libérale pour instituer un régime parlementaire semblable à ceux de l'Occident alors stable et prospère ; l'autre qui entendait assurer la prééminence de la classe ouvrière par les moyens d'un « jacobinisme prolétarien ». Le mot est de Lénine, lequel d'ailleurs écrivait aussi : « Qui veut aller au socialisme par une autre route que celle de la démocratie aboutira inmanquablement à des déductions absurdes et réactionnaires, tant économiques que politiques. » Le déchirement du parti laissa au menchévisme les plus fortes organisations du Caucase.

Koba se prononça de bonne heure pour le bolchévisme dont il connut la logique simple et ardente par des militants déjà réputés. Kaménev était déjà un des dirigeants des groupes du Caucase ; un jeune ingénieur, spécialisé dans les questions de technique et d'armement, Krassine, travaillait à Bakou, centre de l'industrie du pétrole. L'histoire officielle écarte aujourd'hui les ombres de ces hommes pour attribuer rétrospectivement à Koba, un rôle de premier plan : falsifications impudentes qui ne résistent à aucune analyse et que les exécutions sommaires n'ont pas réussi à accréditer. Koba fut pendant toute la pré-révolution et la révolution de 1905 un obscur militant dont les tracts, d'un simplisme enfantin, révèlent l'ignorance.

Il est certainement faux qu'il ait correspondu avec Lénine dès 1903, comme il l'a soutenu après la mort de Lénine ; il rencontra pour la première fois Lénine en Finlande, à une conférence du parti tenue à Tammerfors en 1905. Lénine ne semble pas l'avoir remarqué ; vingt ans plus tard Staline dira qu'il reconnut tout de suite en Lénine « l'aigle des montagnes ». L'obscurité de sa jeunesse lui pesant visiblement, il s'efforcera, parvenu au pouvoir, de refaire et sa propre biographie et l'histoire, assez bien connue,

du bolchevisme au Caucase. Nous voyons là l'indice d'un complexe d'infériorité qui dut accabler longtemps le jeune homme à l'esprit inculte, peu fait au maniement des idées, dépourvu d'éloquence, incapable d'écrire, mais dévoré d'une sombre énergie, du besoin de s'affirmer et de dominer — comme du besoin plus profond encore de se prouver à lui-même sa valeur par rapport aux autres. Il dut en souffrir d'autant plus que le jeune socialisme russe de l'époque était aussi riche en talents qu'en beaux caractères. Lénine et Trotsky étaient célèbres, Kaménev, Krassine, Rykov, Enoukidzé, Nevski, réputés ; Koba demeurait dans l'ombre. Tous ceux de ses compagnons de lutte qui étaient à ce moment plus grands que lui et qui survivraient, il devait les faire disparaître trente ans plus tard : Kaménev, Rykov, Enoukidzé, Nevski...

V

LE TERRORISTE

S'il ne s'est pas fait connaître, si peu que ce soit, dans la grande bourrasque révolutionnaire de 1905, il est certain que dès 1906 s'ouvre, dans des ténèbres voulues, un chapitre essentiel de sa vie ; et ce chapitre est déjà plein de sang et de souffrances, et d'action parfois épique ; mais c'est le sang, la souffrance, l'action des autres. Impossible de savoir ce que fait Koba ; on entrevoit qu'il tire les fils des complots, faisant agir les autres. Cela s'appelle avoir des dons d'organisateur.

Koté Tsintsadzé, un insurgé, un héros, écrit : « Arsène Djordjachvili reçut mission de tuer le général Griaznov, réactionnaire redouté... L'exécution de l'acte terroriste traînait. Koba-Staline me fit venir et me dit : « Si dans la semaine Djordjachvili ne met pas à exécution le meurtre de Griaznov, nous t'en chargerons... » Mais Djordjachvili remplit sa mission^[1]. » Tsintsadzé relate qu'il organisa « avec l'approbation de Koba-Staline » l'attaque d'un wagon-poste sur la voie de Tchiatouri ; les assaillants s'emparèrent, pour le parti, de 21.000 roubles-or. (Ce Tsintsadzé, ayant échappé par une série de miracles aux potences impériales, Staline l'a laissé mourir en déportation en 1931...)

La plus retentissante des affaires de ce genre fut celle de Tiflis, en juin 1907. Un groupe de terroristes bolchéviks assaillit en pleine ville une voiture du trésor escortée de Cosaques ; il y eut des tués et des blessés en grand nombre ; les bolchéviks enlevèrent 341.000 roubles, soit 170.000 dollars-or. Litvinov emporta à l'étranger une partie des précieux billets et fut arrêté à Paris ; le docteur Sémachko, futur Commissaire du peuple à la santé publique, et Olga Ravitch, furent arrêtés avec les mêmes billets l'un à Stockholm, l'autre à Genève. (En 1936-1937, Staline a fait disparaître Sémachko et Olga Ravitch...)

Une « expropriation » — c'était le terme consacré — du même ordre fut commise à bord du vapeur *Nicolas-I^{er}* dans le port de Bakou et, s'il faut en croire un ancien témoignage de Vychinski, actuellement Commissaire du peuple à la justice, Koba y fut mêlé de près... On sait encore, mais on sait à peine qu'il fut pour quelque chose dans l'affaire des faux billets de banque des frères Sakvarélidzé dont il partagea la cellule dans une prison en 1908. Quoi qu'il en soit, d'autres payèrent toujours de leurs personnes ; la police ignora le rôle de Koba dans ces entreprises et, tombé souvent entre ses mains, il ne fut jamais que déporté. À l'habileté qu'il déploya dans les coulisses du terrorisme, Koba dut par contre le début de son ascension secrète dans la hiérarchie du parti bolchévik.

Notons encore un trait de sa manière. À la prison de Baïlov, un jeune ouvrier tua d'un coup de couteau un co-détenu qu'il tenait pour un mouchard ; on sut qu'il avait agi sous l'instigation de Koba (1908). Les témoignages nous révèlent un homme vigoureux, taciturne, dur à lui-même, maître de ses nerfs, courageux en captivité.

1. [↑] Voir B. Souvarine, *Staline*, ch. IV et Victor Serge, *Destin d'une Révolution*, p. 118.

VI

LES ANNÉES DE SIBÉRIE

Les attentats tels que ceux que nous venons d'évoquer étaient alors extrêmement nombreux. Les socialistes-révolutionnaires, les maximalistes, les anarchistes, les socialistes polonais dirigés par Joseph Pilsudski en commettaient fréquemment ; état de guerre entre les partis illégaux et le régime impérial. Les années noires se suivaient, marquées par des pendaisons sans nombre, les exploits des agents-provocateurs, les excès des colonnes infernales dans les campagnes. Renflouée par des capitaux étrangers, l'autocratie allait de coup de force en coup de force, dissolvant une Douma après l'autre, faisant arrêter et envoyer en Sibérie les députés de ces chambres sans pouvoir, ne réussissant pas à créer un ordre stable, en dépit des efforts d'un véritable homme d'État réactionnaire, Stolypine, qui, échappé par hasard aux bombes, s'efforçait, par le moyen d'une réforme agraire, de donner au tsar l'appui d'une paysannerie aisée. Il fut tué et la guerre empêcha la réforme de se poursuivre.

Nous ne suivrons pas ici les phases complexes du développement du bolchevisme à travers ces années où la démoralisation la plus profonde succède à un essor extraordinaire. Au sortir de la révolution, la socialdémocratie russe comptait environ 150.000 membres. Elle refit non unité au congrès de Stockholm (1906) où Staline figura sous le nom d'Ivanovitch, sans s'y faire remarquer. Il reparut au congrès de Londres (1907) où son mandat fut contesté ; Lénine le repêcha... Il ne prenait nulle part visible aux luttes intestines qui déchiraient le parti, formellement unifié, plus divisé que jamais, avec une fraction bolchévik occulte qui ne tenait compte d'aucune discipline. De lamentables affaires d'argent, histoires d'héritages captés ou détournés, des enquêtes et des contre-enquêtes sur le banditisme politique, condamné par le parti, mais pratiqué par la fraction bolchévik qui le désavouait à demi, les ravages de la

provocation rendaient pesante l'atmosphère des mouvements rivaux, tous également persécutés. À la suite des expropriations, Koba-Staline aurait été, sur les instances des menchéviks, exclu du parti par l'organisation du Caucase. Les bolchéviks ne tinrent nul compte de cette sanction. En 1912, la conférence bolchévik de Prague, consommant une nouvelle scission de la socialdémocratie, constituait un Comité Central et y appelait Staline, absent, admis par cooptation. Il y trouverait, aux côtés de Lénine, Zinoviev et l'agent-provocateur Malinovski, leader du groupe parlementaire bolchévik (fusillé en 1918). Évadé de déportation à Narym, il rencontra peu après Lénine à Cracovie.

Il ne fait à l'étranger que de courtes apparitions. Son avancement, il le doit aux services d'argent qu'il rend au groupe dirigeant de Lénine et pour lesquels il a même encouru l'exclusion. Ce militant n'a jamais été délégué par personne, ne s'est jamais présenté au suffrage des camarades, n'est ni orateur ni journaliste ; son aptitude à l'organisation cachée de besognes dangereuses et profitables, qu'il fait faire par d'autres, lui vaut une place parmi les chefs et cette place il l'obtient par cooptation, c'est-à-dire par une décision de bureau prise sans que le parti soit consulté. Staline avancera ainsi toute sa vie : ignoré du grand nombre, à travers les bureaux du parti.

Comme tous les autres, il subit, mais dans des conditions relativement bénignes, la persécution. Arrêté à Bakou en 1908, déporté à Solvytchégodsk, province de Vologda, évadé, de nouveau arrêté à Bakou en 1909, ramené à Solvytchégodsk, de nouveau évadé, de nouveau arrêté à Saint-Petersbourg... Il est finalement déporté à Touroukhansk, sur l'Iénisséï, dans le nord sibérien, au cœur de la steppe nordique, à plus de mille kilomètres du transsibérien.

Dans ce dur exil du cercle polaire, Staline va passer quatre ans, jusqu'à la fin de l'autocratie. À Cracovie, Lénine et Zinoviev — le Comité Central — préparaient son évasion ainsi que celle de Sverdlov, son compagnon de mauvaise fortune. Informée par l'agent-provocateur Malinovski, la police politique envoya Staline plus au nord encore, dans un hameau de pêcheurs, à Kouréïka. Il y vécut très seul, dans une cabane remplie de filets de pêche, peu communicatif, replié sur lui-même, sans intérêts intellectuels apparents. D'autres déportés, dans la contrée, s'évertuaient à s'instruire, lisant à la chandelle, tard dans la nuit polaire, discutant entre eux les grandes idées. Le

Géorgien « silencieux et sombre, chassait le renard dans la taïga sibérienne et le canard sauvage dans la toundra monotone^[1] ». Il rencontra là quatre bolchéviks : Gaven, Médviedev, Choumiatski, Golostchékine (du Comité Central) et ces quatre-là, un peu plus de vingt ans plus tard, il les a fait disparaître...^[2].

1. ↑ B. Souvarine, *ouvr. cité*.

2. ↑ Gaven avait servi dans l'armée et dans l'industrie : il fut exécuté comme terroriste, sans procès ; Médviedev appartint à l'opposition dite ouvrière et disparut en prison ; Choumiatski, ambassadeur en Perse, puis directeur du cinéma soviétique, disparut sans que l'on sache comment ; de même Golostchékine qui, secrétaire d'un comité du parti, gouverna l'Asie centrale pendant la collectivisation agricole (1936-1938).

VII

LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE 1917

Dans toutes les batailles de la Grande Guerre, l'armée russe manqua de munitions, ses ambulances manquèrent de médicaments. Cette armée subit proportionnellement les plus fortes pertes en hommes tués, blessés, prisonniers. Dès 1916, après trois années de combats, la Russie se trouva épuisée, livrée à un mécontentement général. Nicolas II, pour faire et défaire ses ministres, consultait un faux-saint visionnaire et débauché, Raspoutine, qu'un prince Ioussoupov et le leader monarchiste Pourichkévitch finirent par assassiner. L'État-major, les grands ducs méditaient une révolution de palais. Toute la bourgeoisie industrielle et commerçante tenait un changement de régime pour indispensable et s'apprêtait à prendre le pouvoir. Les usines et les campagnes se taisaient, mais rien n'était plus dangereux que leur silence. La cour, sa bureaucratie policière et cléricale, son aristocratie terrienne apparaissaient au pays entier comme des obstacles à renverser pour que la Russie pût panser ses plaies. Dès 1912, les salves tirées sur les grévistes des mines d'or de la Léna avaient signifié le réveil du mouvement ouvrier.

L'autocratie n'est pas renversée ; elle tombe, elle s'écroule dans les rues de Pétrograd parce que, dans les faubourgs, on manque de pain. Tous les partis révolutionnaires sont surpris par l'événement. Nicolas II abdique, les libéraux forment un gouvernement provisoire ; se souvenant de 1905, les délégués des usines et des régiments se réunissent dans une des salles du palais de Tauride, siège de la Douma, et s'y constituent en Conseil ou Soviet. En fait, il y a, dans des salles voisines du même palais, deux gouvernements ; et celui du Soviet, qui d'ailleurs décline le pouvoir, transforme par son premier décret le régime de l'armée.

Du fin fond des Sibéries, les exilés rentrent, pressés d'agir. Sverdlov court en traîneau sur la glace de l'Iénisséï qui va se fendre d'un moment à l'autre. Staline Kaménev et Mouranov rentrent ensemble pour prendre à Pétrograd la direction du petit journal bolchévik, *la Pravda*, *la Vérité*. Au Soviet, Staline entré à l'Exécutif à titre de membre du Comité Central bolchévik, sans avoir été élu par personne, joue un rôle tout à fait effacé ; d'autres Géorgiens, les orateurs Tséretelli et Tchkhéidzé, menchéviks, c'est-à-dire modérés, y font figure de tribuns. À la *Pravda*, Kaménev et Staline font une politique modérée, eux aussi, de soutien conditionnel du gouvernement provisoire, donc de défense nationale, nettement contraire à celle de Lénine.

De tous les points du monde, les émigrés rentrent : Lénine, Zinoviev, d'autres, par l'Allemagne, en wagon plombé ; des socialistes suisses ont organisé leur voyage et le grand état-major allemand s'est cru très malin en l'autorisant ; Boukharine rentre de New-York, par la Scandinavie ; Trotsky, du Canada, où il a été interné. Pétrograd est plein d'anciens forçats, d'anciens condamnés à mort, d'émigrés, d'exilés, de déportés appartenant à deux grands partis, socialiste-révolutionnaire, radical en réalité, et socialdémocrate, scindés en bolchéviks et menchéviks, et à une foule de moindres groupes. On s'aperçoit que l'ancien régime a formé, par milliers, ses propres fossoyeurs.

Mil neuf cent dix-sept, année d'espérances illimitées, pour la Russie du moins, car dans le monde la guerre, avant de se dénouer par l'effondrement de l'Allemagne, que rien ne permet encore de prévoir, s'éternise et s'étend. Les États-Unis, le Siam, le Brésil entrent en guerre contre les Empires centraux. Batailles d'Arras, du Chemin-des-Dames, d'Ypres, de Verdun, batailles de l'Isonzo, désastre de Caporetto, prise de Jéricho par les Britanniques, prise de Bagdad, prise de Samarie, guerre sous-marine à outrance, bombardements aériens de Londres et de Paris. Mais à Pétrograd, pendant que l'empereur, captif dans sa résidence de Tsarskoé-sélo, bêche tristement dans son parc, des foules enthousiastes, ivres de liberté, d'idées, d'attentes, de projets, d'inconnu déferlent dans les rues en manifestations contraires, se rassemblent en congrès, délibèrent sans fin, ne se lassant pas de proclamer ce qu'elles veulent, ce qu'elles croient vouloir... Des tribuns ont surgi dans les plis des drapeaux rouges, Kérensky, Tséretelli, Tchernov,

affirmant une république nouvelle et la réforme agraire, Trotsky annonçant la prise du pouvoir par le Soviet ; des hommes d'État et des idéologues s'opposent les uns aux autres, Milioukov voulant continuer la guerre, Dan, Abramovitch, Martov assurer un régime démocratique, Lénine cherchant à épuiser les possibilités révolutionnaires contre la bourgeoisie ; les généraux préparent des coups de force contre la révolution. Ni sur la tribune ni à la tête des foules on ne voit Staline.

Le conflit social s'aggrave. Quel ordre va naître du chaos ? Qui donnera la terre aux paysans ? Qui fera la paix ? Qui fera la République ? Quelle loi agraire ? Quelle paix ? Quelle République ?

Au début de juillet, Kérensky ayant commandé une offensive qui, naturellement, échoue, la garnison de Pétrograd descend dans la rue. Le Comité Central bolchévik estime qu'il est trop tôt pour prendre le pouvoir : on ne serait pas soutenu par la province. L'émeute avorte dans la pluie, emportant quelques dizaines de morts. À la forteresse de Pierre-et-Paul, Staline est venu assister à la reddition des armes par des bataillons bolcheviks vaincus. Staline rend un plus grand service en organisant la fuite de Lénine, qui va se cacher en Finlande, en disant : « S'ils ne nous fusillent pas maintenant, ce sont des imbéciles ! » Trotsky se laisse arrêter pour prendre sur lui les responsabilités. (Il est depuis peu membre du parti bolchévik, élu d'acclamation au C. C.) Staline, en l'absence des deux chefs dirige le VI^e Congrès du parti. Le voici, pour un moment, au premier plan. Il n'y reste pas, s'efface.

Toutes les crises se corsent à la fois : ravitaillement, menace allemande sur Pétrograd, Jacqueries dans les campagnes où les paysans prennent la terre qu'on leur promet sans oser la leur donner par la loi, insubordination de Soviets locaux qui ne veulent plus obéir au gouvernement provisoire, formation de majorités bolchévik dans les principaux Soviets, à Cronstadt, à Pétrograd, à Moscou ; la tentative de coup de force du général Kornilov tourne à l'équipée, mais rend aux bolchéviks une popularité que la défaite de juillet leur avait fait perdre. En vain forge-t-on des faux pour démontrer leur collusion avec l'Allemagne. De sa retraite dans une hutte au bord du golfe de Finlande, Lénine lance au C. C. ses avertissements impérieux « La crise est mûre ! » « Temporiser devient un crime ! » Il faut faire l'insurrection et prendre le pouvoir ou tout est perdu, c'est-à-dire ou c'est la

contre-révolution qui prendra le pouvoir pour longtemps. Trotsky, à la tête du Soviet qu'il préside, prépare l'insurrection en armant les gardes-rouges et en empêchant le départ des régiments rouges. Zinoviev et Kaménev, seuls, s'élèvent contre la thèse insurrectionnelle. Le C. C. charge un Comité des Sept de préparer la prise du pouvoir : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kaménev, Sokolnikov, Boubnov, Staline. (De ce comité, notons-le tout de suite, Staline a fait disparaître vingt ans plus tard cinq survivants : Zinoviev, Kaménev, Sokolnikov et Boubnov...)

Courte bataille le 7 novembre, à Pétrograd, autour du palais d'hiver dont Antonov-Ovséenko dirige l'assaut (cet Antonov-Ovséenko, Staline le fera disparaître en 1938). Le cabinet Kérensky se rend aux marins insurgés ; Kérensky a pris la fuite. À Moscou, la bataille des rues, terrible, dure huit jours. Boukharine, Mouralov, Vladimir Smirnov la gagnent à la fin (Staline fera plus tard fusiller les deux premiers et disparaître le troisième...). On ne sait trop ce qu'a fait Staline pendant ces journées décisives. Son nom ne figure nulle part dans les témoignages si détaillés de Jacques Sadoul et de John Reed. Lui-même, un an plus tard, dans un discours publié, soulignera que c'est à Trotsky que l'on doit la victoire de l'insurrection.

Dans le premier Conseil des Commissaires du peuple, formé le soir de l'insurrection par le II^e Congrès des Soviets et présidé par Lénine, Staline prend le portefeuille des nationalités. À côté du sien paraissent les noms de Rykov, Chliapnikov, Krylenko, Dybenko, Antonov-Ovséenko, Glébov-Avilov, Téodorovitch qu'un jour, il fera tous disparaître... Membre du gouvernement, il demeure inconnu du grand public.

VIII

PENDANT LA GUERRE CIVILE...

Que sera le nouveau régime et que promet-il ? Il est amer de relire les documents du temps. Les premiers décrets des Commissaires du peuple offrent à tous les belligérants une paix immédiate sans annexions ni indemnités, abolissent la propriété foncière et donnent la terre aux paysans, abolissent la peine de mort...

La dictature du prolétariat se proclame la plus large démocratie des travailleurs, annonce la fondation d'un nouvel État où le peuple exercera un pouvoir direct, l'homme de l'atelier, de l'usine, de la terre, devenant au Soviet législateur et législateur pourvu du pouvoir exécutif ; il n'y aura ni police, ni armée, ni corps de fonctionnaires distincts du peuple ; l'armement du peuple en des milices ouvrières permettra de remplacer la police et l'armée ; les fonctionnaires seront placés sous le contrôle du peuple, éligibles et révocables à tout moment...

La République des Conseils de travailleurs sera fédérative et socialiste, mais Lénine et ses camarades ont souvent rappelé aux révolutionnaires que la Russie est un pays très arriéré, qui ne saurait se donner immédiatement un régime socialiste. Le programme bolchévik ne va pas au delà de la nationalisation de banques et du contrôle ouvrier de la production. Lénine étudie même la constitution de sociétés mixtes dans lesquelles les capitalistes auraient la moitié des actions, l'État soviétique l'autre moitié. La guerre civile, en s'allumant partout, fera oublier ces projets, avec beaucoup d'autres, et imposera des nationalisations totales. La guerre civile commence dans les campagnes parce qu'il faut, pour nourrir les villes, prendre de force le blé que l'on n'a plus aucun moyen de payer, les billets de banque ne valant presque rien, l'industrie désorganisée ne fournissant pas de produits à échanger. Les ligues d'officiers, le clergé, les intellectuels,

la bourgeoisie, appuyés par des interventions étrangères, vont former partout des armées et des gouvernements nationaux, Blancs par opposition aux Rouges, et la République se débattrait, cernée, affamée, assaillie de toutes parts, pendant près de quatre ans, maintes fois prête à succomber, toujours sauvée par des prodiges d'énergie accomplis par de pauvres gens en haillons ; de la démocratie chaotique des premiers temps, elle passera, à l'intérieur, au régime de plus en plus dur de l'état de siège et du rationnement : ce que l'on appellera le communisme de guerre.

Pendant ces quatre années terribles, 1918-1921, les hommes de premier plan sont Vladimir Lénine, chef du gouvernement et leader du parti ; Léon Trotsky, organisateur de l'Armée rouge, organisateur de la victoire ; Kaménev, président du Soviet de Moscou ; Zinoviev, président du Soviet de Pétrograd et président de la III^e Internationale fondée en 1919 ; Boukharine et Préobrajenski, économistes et théoriciens du communisme ; Alexis Rykov, qui dirige les industries nationalisées ; Christian Racovsky, chef du gouvernement de l'Ukraine ; Dzerjinski, président de la *Tchéka* ; Tchitchérine, Commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Staline demeure au second plan, dans une ombre discrète, tout à fait ignoré des foules. On voit sa signature paraître, à côté de celle de Lénine, au bas d'un manifeste adressé aux nationalités ; on sait qu'il prononça un discours au Congrès de la socialdémocratie finlandaise ; qu'il vota, au C. C. pour la capitulation de Brest-Litovsk. (Les Allemands avaient accepté le principe de la paix immédiate sans annexions ni indemnités ; à la conférence de Brest-Litovsk, ils exigèrent néanmoins d'immenses territoires et une énorme contribution de guerre ; Trotsky refusa de signer le traité ainsi offert et déclara que la Russie cessait la guerre sans signer la paix ; devant une nouvelle offensive allemande à laquelle il fut impossible d'opposer la moindre résistance, car l'ancienne armée s'était entièrement désagrégée et l'Armée rouge n'existait pas encore, Sokolnikov, mandaté par le C. C. signa le traité « sans le lire ».)

Des missions que Staline remplit aux fronts et sur lesquelles la lumière ne s'est faite que depuis 1929, nous ne retiendrons que les principaux épisodes. Tsaritsyne, sur la moyenne Volga, présentait un gros intérêt stratégique, car le pétrole de la Caspienne passait par là ; cette ville,

plusieurs fois assaillie par les Cosaques blancs fut victorieusement défendue par la X^e armée, à la tête de laquelle se trouvait Vorochilov, avec en sous-ordre un officier de carrière, Egorov, qui devait devenir plus tard maréchal de l'URSS et disparaître en 1938. Staline prit part à la défense de Tsaritsyne, qui pour cette raison s'appelle maintenant Stalingrad ; et il y fit de son état-major un centre d'intrigues contre Trotsky. Les succès éclatants de Trotsky à la tête d'une armée qu'il tirait du néant, son prestige personnel qui, par moments, éclipsa celui de Lénine semblent avoir dès ce moment suscité, chez le dur Géorgien dépourvu de séduction personnelle, une jalousie têtue, racinée dans quelque dévorant complexe d'infériorité. L'intrigue de Tsaritsyne revêtit la forme d'une opposition à l'emploi, décidé par Trotsky et Lénine, des officiers et des généraux d'ancien régime dans la nouvelle armée, sous le contrôle de Commissaires. Peut-être Staline révélait-il, en s'insurgeant à l'idée que des révolutionnaires pussent être conseillés ou commandés à l'armée par des vieux généraux, un autre complexe d'infériorité encore, social celui-là. Lénine dut intervenir pour apaiser ces querelles en donnant raison à Trotsky. Celui-ci, s'étant rendu à Tsaritsyne, y trouva un invraisemblable gâchis. Staline et Vorochilov furent déplacés. À Tsaritsyne comme en d'autres endroits, Staline s'était signalé par des proscriptions impitoyables : découvertes de complots, exécutions d'agents de l'ennemi, épurations à coups de revolver. Une trace de sang le suit partout. Ses biographes officiels relatent avec admiration que l'on hésitait, ne sachant que faire de certains suspects. Staline trancha simplement « Fusillez-les. »

D'autres, en ce temps-là, rendaient de plus éclatants services. Sur la Volga, à la hauteur de Kazan, Trotsky, Ivan Smirnov, Rosengoltz, Raskolnikov retournaient littéralement de leurs mains, sous le feu de l'ennemi, une situation désespérée ; à Ekaterinbourg, Biéloborodov tenait contre toute attente (c'est là que la famille impériale fut fusillée) ; dans l'Oural, Blücher, en sauvant une petite armée se révélait comme un stratège-né ; Toukhatchevski s'emparait de Simbirsk. La presse, les assemblées s'exaltaient de ces exploits ; Staline, outragé par la valeur d'autrui, à chacune de ces dépêches se sentait méconnu de l'histoire. (Vingt ans plus tard, il fera fusiller, après les avoir déshonorés, Ivan Smirnov, Rosengoltz, Toukhatchevski ; il fera disparaître Blücher, Biéloborodov et

son propre compagnon de Tsaritsyne, Egorov. Raskolnikov, mis hors la loi, mourra en France.)

IX

L'ÉPISODE DE LA MARCHÉ SUR LVOV

Au printemps de 1919, Staline fit une courte apparition à Pétrograd, menacé par la trahison d'un fort de la défense. Les historiens à son service lui attribuent le salut de la seconde capitale. En réalité, la situation de celle-ci alla s'aggravant jusqu'à l'automne ; en octobre, Pétrograd, gouvernée par Zinoviev, parut perdue, mais fut sauvée par Trotsky arrivé juste à temps pour livrer à Poulkovo la bataille décisive. Les hommes qui ont sauvé Pétrograd en ces jours d'angoisse, Bakaév, Evdokimov, Zorine ont tous été fusillés en 1936.

J'habitais Pétrograd et je déjeunais de coutume à la table du « Conseil des commissaires du peuple de la Commune du Nord », où l'on nous offrait de délicieux bouillons au cheval faisandé. J'y rencontrai deux ou trois jours de suite un nouveau venu, qui portait sur sa vareuse bleue le petit drapeau rouge des membres de l'Exécutif central de la République ; un homme plutôt maigre, bien découplé, au visage basané, aux yeux marrons légèrement bridés, au sourire un peu figé. Petite moustache noire, sobre uniforme bleu, l'ensemble d'un sous-officier vaguement inquiétant de quelque cavalerie orientale. Il s'entretenait amicalement avec Zinoviev. « Qui est ce camarade ? » demandai-je à mon voisin de table, qui me répondit : « Staline, du C. C., c'est tout ce que j'en sais. » J'interrogeai le soir une vieille militante qui était la finesse, l'intelligence, la probité même. « Staline ? me dit-elle en substance, — très fort, rusé, des idées fumeuses, trop de sang. » C'était déjà, sur lui, une opinion assez répandue parmi les dirigeants du parti.

En 1920, le maréchal Pilsudski jeta les armées polonaises sur l'Ukraine. Elles prirent Kiev, mais, battues, refluèrent en un tel désordre que l'Armée rouge, commandée par Toukhatchevski, avec Smilga, commissaire

politique, arriva sous les murs de Varsovie. Lénine tint à ce qu'un suprême effort fût tenté pour prendre la capitale polonaise, alors que Toukhatchevski lui-même et Trotsky tenaient l'armée pour trop fatiguée. La directive du Bureau politique fut catégorique ; une autre armée, commandée par Vorochilov, Staline et Boudienny, opérant plus au sud, en Pologne, devait appuyer l'action de Toukhatchevski. Mais Staline et Vorochilov, pour s'illustrer eux aussi, par la prise d'une grande ville, préférèrent tenter d'entrer eux-mêmes à Lvov (Lemberg). Ils échouèrent comme Toukhatchevski, leur défection aggravant la défaite de ce dernier. Nous pensons que Toukhatchevski commit une grave imprudence en rappelant dans certains écrits, vers 1934, ces détails peu connus de la guerre de Pologne. Mieux eût valu sans doute, pour lui, ne pas réveiller chez Staline le souvenir de ce vieux compte à régler.

X

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU COMITÉ CENTRAL...

L'ascension d'un tel homme ne s'expliquerait pas si les circonstances sociales ne l'expliquaient. Quand finit la guerre civile, Staline ne se distingue en rien de plusieurs centaines d'hommes de second plan qui ont déployé une grande énergie. Le gâchis de Tsaritsyne, les exécutions ordonnées de sang-froid, l'intrigue des états-majors, le jeu désastreux de la campagne de Pologne ne semblent pas promettre à ce membre silencieux du Comité Central de hautes destinées. Dans une démocratie, où le maniement au grand jour des idées et des choses vaut à l'homme public l'assentiment ou la désapprobation, il s'effacerait comme il s'est effacé sous les lueurs éblouissantes de 1905 et de 1917. Mais la guerre civile laisse, dans un pays pantelant, dévasté, un régime d'état de siège fortement implanté par des parvenus accoutumés à briser toute résistance.

Le communisme de guerre, s'il a permis de se battre, a complètement échoué en tant qu'organisation de la production et de la répartition ; il reposait sur les réquisitions dans les campagnes, le rationnement dans les villes, la contrainte partout. Dès 1920, l'opposition ouvrière a dénoncé, dans le parti la misère de l'ouvrier, les privilèges de la bureaucratie, l'étouffement de toute liberté. Quelques mois plus tard, en 1921, les marins de Cronstadt se sont soulevés contre la « dictature du parti », la « commissariocratie », une réglementation économique dont le pays mourait. On s'est battu sur la glace, révolutionnaires contre révolutionnaires, le Soviet de Cronstadt contre le Kremlin. Cronstadt a été vaincu et ses insurgés massacrés un 18 mars, jour anniversaire de la Commune de Paris ; et les journaux de Pétrograd louaient les Communards pendant que l'armée rouge fusillait ceux de Cronstadt. Ils avaient exigé

« des Soviets librement élus », un changement de politique économique. Ils avaient tellement raison que le X^e Congrès du parti, siégeant pendant l'insurrection même, décidait sur la proposition de Lénine, la fin des réquisitions, la liberté du commerce et de l'artisanat, bref ce que l'on a appelé la Nouvelle Politique Économique, la NEP, mais sans le moindre retour à la démocratie, c'est-à-dire à la liberté d'opinion et d'élection, complètement éteinte.

Après avoir refusé cette liberté à leurs adversaires, pour des raisons de salut public, valables d'abord, de plus en plus discutables ensuite, les dirigeants bolcheviks l'avaient refusée, de plus en plus systématiquement, à leur propre parti, dont ils n'étaient plus sûrs depuis qu'il s'était grossi, après la prise du pouvoir, de plusieurs centaines de milliers de nouveaux venus. Selon une prédiction de Trotsky datant de ses premières polémiques avec Lénine, « la dictature du prolétariat s'était transformée en dictature sur le prolétariat ». Les bureaux du parti et de l'État, enchevêtrés, le parti nommant tous les fonctionnaires de l'État, et secondés par la police politique, prenaient tout en mains. L'esprit autoritaire, étatique et bureaucratique que les bolchéviks tenaient, nous semble-t-il, de la socialdémocratie allemande avait contribué à cette évolution. Jamais, depuis fin 1918, le gouvernement n'avait toléré que des associations, des syndicats, des coopératives prissent la moindre initiative. Nous connaissons par contre, dans la voie de l'étatisation à outrance, des projets de réglementation minutieuse du petit commerce, écrits de la main de Lénine et un vaste projet de militarisation de l'industrie formulé par Trotsky. Mais l'erreur la plus incompréhensible — parce qu'elle a été délibérée — que ces socialistes si pénétrés de connaissances historiques commirent, ce fut de créer la « Commission extraordinaire de répression de la contre-révolution, de la spéculation, de l'espionnage et de la désertion », devenue par abréviation la *Tchéka*, qui jugeait les accusés et les simples suspects sans les entendre ni les voir, sans leur accorder par conséquent aucune possibilité de défense, sur rapport de ses agents, prononçait ses sentences en secret et procédait de même aux exécutions. Qu'était-ce si ce n'était une Inquisition ? L'état de siège ne va pas sans rigueur, une âpre guerre civile ne va pas sans mesures extraordinaires, sans doute ; mais appartenait-il à des socialistes d'oublier que la publicité des procès est la seule garantie

véritable contre l'arbitraire et la corruption et de rétrograder ainsi au delà des procédures expéditives de Fouquier-Tinville ? Les conséquences de cette décision devaient être effroyables et nous l'allons voir.

Staline devient en 1922 secrétaire général du Comité Central. La fonction n'impliquait aucun pouvoir particulier, mais elle lui donna la haute main sur les bureaux du parti ; et dans ce parti hiérarchisé, militarisé, qui ne délibérait plus, ne discutait plus, dans ce parti qui, après avoir refusé à tous les autres le droit même d'exister, s'était voué lui-même au silence et à l'obéissance passive, les bureaux vivaient seuls à vrai dire. Par la force des choses, le maître des bureaux allait devenir, en les servant, le maître absolu du parti, maître absolu du pays ; et les révolutionnaires s'apercevront, un jour, tout à coup qu'ils ont bâti un despotisme totalitaire. Entre les mains de Staline, le secrétariat général devient l'instrument d'une conquête occulte du pouvoir ; par des nominations, des déplacements, des évictions de secrétaires lesquels à leur tour nomment, déplacent, évincent d'autres secrétaires subalternes, il va peupler les postes dirigeants de créatures maintenues dans la docilité par une discipline souple et forte. Les plus grandes qualités des hommes, leur conviction, leur dévouement, serviront à cimenter le nouvel édifice de l'État bureaucratique auquel les vieilles enseignes prestigieuses de la révolution socialiste donnent encore belle apparence.

XI

NAISSANCE DE L'ÉTAT BUREAUCRATIQUE

Tout ceci n'était pas très difficile à prévoir et l'immense faute des socialistes bolchéviks fut de refuser de le prévoir, de repousser les avertissements prophétiques de Rosa Luxembourg qui écrivait, du fond d'une prison d'Allemagne, en 1918 : « Assurément les institutions démocratiques comme toutes les institutions humaines, ont leurs défauts et leurs limites ; mais le remède inventé par Lénine et Trotsky, et qui consiste à supprimer la démocratie en général, est pire que le mal... » « Sans liberté illimitée de la presse, sans liberté de réunion et d'association, la domination des larges masses populaires est inconcevable... » « La liberté pour les seuls partisans du gouvernement, pour les membres d'un seul parti, si nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté c'est toujours celle de celui qui pense autrement... » Mais il eût suffi aux leaders du Comité Central de relire leurs propres articles de l'année 1917.

Si l'on cherche à marquer d'une date le point de départ de l'évolution qui transforme insensiblement une république révolutionnaire en un État totalitaire, c'est à 1920 qu'il faut remonter. Des événements qui eussent été impossibles l'année précédente — l'année du plus grand danger — et inconcevables en 1918, se produisent alors. Le parti socialdémocrate (menchévik), qui se borne à réclamer des libertés démocratiques, est mis hors la loi sur des accusations forgées par la *Tchéka* et d'ailleurs invraisemblables, de l'avis même des membres du gouvernement bolchévik... Les anarchistes que l'on vient d'autoriser à tenir un congrès sont tout à coup arrêtés en masse. Makhno, chef d'une armée noire, avec lequel le C. C. a fait alliance pour battre, en Crimée le baron Wrangel, est attaqué par trahison et mis hors la loi. Les méthodes d'autorité aboutissent dans le parti communiste fondé par des émigrés finlandais à des tueries. En 1921 cette évolution s'accroît, les vaincus de Cronstadt, appartenant

corps et âme à la révolution, sont fusillés dans les prisons, l'opposition ouvrière est brimée, le parti est brimé par l'interdiction d'y former des tendances. Le Conseil Central des Syndicats est mis au pas d'une main si rude que l'on envoie Tomsky « en mission » au Turkestan.

La Nep, un an plus tard, rend au pays la paix intérieure, lui permet de manger très vite à sa faim et de panser ses plaies. L'énorme erreur de Lénine, ç'a été, tout en accordant à la paysannerie, aux artisans, aux citadins un régime économique assez libre pour que l'on y puisse vivre, de leur refuser toute concession politique : telle est sa peur de la liberté politique, dès ce moment. Il sent que la dictature du parti ne résisterait pas à la liberté de critique et il craint que sa chute ne soit le commencement d'une terrible réaction.

Un peu plus tard, Lénine, ce grand honnête homme, découvrit l'autre danger et pressentit nettement le rôle funeste de Staline, qu'il avait jusqu'alors favorisé. La paralysie générale le guettait, l'assaillait, lui faisait perdre par intermittence toute capacité de travail, lui faisait oublier l'alphabet. Il luttait contre l'angoisse de mourir trop tôt : son visage en était ravagé. Sitôt qu'une amélioration se produisait, il se levait, se remettait au travail, parlait, écrivait. Articles et discours, ses dernières œuvres sont empreintes d'une tristesse mortelle et du sentiment des nouveaux dangers. On y retrouve sans cesse des expressions comme celle-ci : En avons-nous commis des sottises ! Le gâchis, l'incapacité, l'illégalité, l'arrivisme nous débordent. Le mensonge et la suffisance aussi : il dit, forgeant des mots neufs, le « com-mensonge », la « com-vantardise ». Nous avons démoli comme des barbares. Nous avons tout à apprendre. Nous croyons diriger l'État, nous sommes, par suite de notre incapacité, menés par des forces ennemies. Et, sous-jacente, toujours, l'idée que c'est un grand malheur que la révolution socialiste ait commencé par ce pays arriéré, la Russie. « Nous avons un État emprunté au tsarisme, à peine frotté de soviétisme. »

Lénine malade entre sur ces entrefaites en conflit avec Staline. En 1921, l'armée rouge a mis fin à l'existence de la République géorgienne, gouvernée par des social démocrates, où le parti communiste n'avait réuni aux élections qu'un chiffre de voix dérisoire. Staline s'est rendu à Tiflis ; ne concevant qu'une centralisation étroite, il a destitué le gouvernement des bolchéviks géorgiens et mâté les résistances par des arrestations. En vain,

les Boudou Mdivani, Tsintsadzé, Okoudjava, Kavtaradzé ont essayé de défendre contre lui, sur le terrain soviétique, l'indépendance de leur peuple (tous ces hommes, il les fera fusiller vingt ans plus tard). Lénine prend la défense des Géorgiens contre le Géorgien russifié qu'il va jusqu'à traiter, par allusion de « goujat brutal ». Staline dirigeait aussi l'Inspection ouvrière et paysanne ; Lénine constata sans ménagements la faillite de cette institution destinée à combattre la bureaucratie. Enfin, sentant la mort venir, par deux fois, dans des « Notes » rédigées à l'intention du C. C. et qui constituent son testament politique, il donna son appréciation sur les hommes appelés à continuer sa tâche, Trotsky, Zinoviev, Kaménev, Boukharine, Piatakov et Staline, qu'il jugeait « trop brutal », trouvant dangereux le « pouvoir immense que le Secrétaire général concentrait entre ses mains », recommandant instamment de le remplacer au secrétariat général par « quelqu'un de plus patient, de plus poli, de plus loyal... » Si bon psychologue, Lénine, qu'il prévit la gravité du conflit Trotsky-Staline. Ces notes sont du 25 décembre 1922 et du 4 janvier 1923^[1]. Plusieurs témoignages nous apprennent que la dernière lettre que dicta Lénine, dans la nuit du 5 au 6 mars 1923, avant de sombrer dans une demi-inconscience, fut une lettre de rupture avec Staline...

1. [↑] Voir Trotsky, *la Révolution défigurée* et B. Souvarine *ouvr. cité*.

XII

LA SUCCESSION DE LÉNINE

La succession de Lénine s'ouvre de son vivant ; il finit de vivre dans un fauteuil, réduit à cligner des paupières ou bégayer pour tenter de se faire comprendre de son entourage. Son testament politique, on le cache au parti. Pendant que Lénine s'en va, le dernier espoir d'une révolution européenne s'évanouit avec la défaite du socialisme en Allemagne. Une inflation telle que l'on a payé des milliards les timbres-poste a mis le Reich au bord du gouffre. L'Exécutif de la III^e Internationale est allé jusqu'à fixer au 7 novembre 1923 la date de la prise du pouvoir, mais il a fallu décommander l'insurrection au tout dernier moment. Quelques ouvriers communistes, n'ayant pas reçu le contre-ordre se font courageusement tuer à Hambourg, le général von Seeckt reçoit la dictature des mains du président socialdémocrate Ebert, et c'est fini, parce que les ouvriers socialistes, demeurés le grand nombre, ne veulent pas d'une révolution à la russe, avec son cortège de famine et de terreur ; parce que la minorité communiste, loin de pouvoir les entraîner, est elle-même paralysée par une organisation bureaucratique qui ne fait plus rien sans ordres précis transmis de fonctionnaire à fonctionnaire. Les conséquences de cette défaite seront énormes pour la politique intérieure de l'URSS. L'espoir d'une révolution mondiale gravitait autour d'une vue réaliste sur la possibilité d'une révolution socialiste en Allemagne. L'Allemagne hautement industrialisée et la Russie agricole se fussent complétées avec un avenir désormais assuré, assez fortes ensemble pour ne pas employer le meilleur de leurs énergies à fabriquer des canons. À partir du jour où la Russie comprend qu'il lui faut abandonner cet espoir, se replier sur elle-même, redouter la puissance industrielle de l'Allemagne et donc s'armer, la victoire de la réaction devient de plus en plus probable à Moscou et elle se traduira par l'idéologie nouvelle du « socialisme dans un seul pays ».

Dès avant que Lénine ne meure, l'année même de la défaite d'Allemagne, une opposition s'est formée dans le parti ; elle réclame un changement du régime intérieur, dans le sens d'un adoucissement de la dictature de bureaux du C. C. La mort de Lénine, survenue le 21 janvier 1924 apaise un moment le débat. Mais à qui la succession ? Si les masses étaient consultées, c'est Trotsky, le plus illustre et incontestablement le plus intelligent des chefs du parti qu'elles porteraient au pouvoir ; mais on se gardera bien, pour cette raison même, de les consulter ; et Trotsky a contre lui d'être étranger aux vieilles coteries du bolchévisme, d'avoir une autre formation marxiste, plus européenne, plus souple, plus libre ; on redoute un peu son esprit d'initiative, on le croit capable de trop risquer ; la corruption grandissante craint sa droiture. Trotsky écarté, reste Zinoviev, agitateur doué, volontiers démagogue, orateur et journaliste de seconde classe, le plus vieux membre du Comité central, collaborateur de Lénine depuis 1908. C'est un homme corpulent et pâle, qui a une forte tête rasée de proconsul, une voix basse, efféminée, une crinière ardente. Kaménev, grand lettré, érudit, le plus modéré, le plus parlementaire des bolchéviks, lié à lui d'une profonde amitié, le complète. Zinoviev préside l'Internationale communiste et le Soviet de Pétrograd qu'il rebaptise Léninegrad ; Kaménev préside le Soviet de Moscou ; ils croient ensemble tenir les deux capitales. En s'adjoignant le silencieux Secrétaire général, ils forment au Bureau politique un triumvirat occulte, qui se révélera plus tard comme « l'inébranlable triumvirat bolchévik », pour mettre Trotsky en minorité.

Staline est encore un inconnu. Ce que nous savons de lui, quelques centaines de personnes, tout au plus, dans les milieux dirigeants, le savent. Son portrait n'a été publié nulle part. Mais il a déjà fait un certain nombre de nominations. Si Zinoviev et Kaménev se l'adjoignent, c'est qu'il ne leur porte pas ombrage et qu'il tient en mains l'appareil du parti. Deux ans plus tard, au cours d'une conversation avec Zinoviev, je m'apercevrai avec surprise qu'il vit dans l'inquiétude, sentant le pouvoir lui échapper invisiblement ; telle a été l'habileté du Secrétaire général. La mort de Lénine fait émerger Staline de l'ombre. C'est lui qui invente le culte de Lénine, le Mausolée sous la muraille du Kremlin, l'embaumement, les défilés de foules recueillies devant la momie peinte, semblable à une figure de cire, amenuisée par le travail des embaumeurs.

Avec l'opposition de 1923, Trotsky a préconisé un « cours nouveau » dans le parti un peu de démocratie, l'appel aux jeunes, que les directeurs de l'industrie soient désignés en raison de leur capacité et non de leur appartenance politique à des coteries ; il a demandé que la tradition fût vivifiée et laissé entendre que le parti bolchévik pourrait bien « dégénérer » comme il est arrivé à la socialdémocratie allemande. On lui en a fait crime. Le triumvirat déclenche contre lui de nouvelles polémiques, bientôt frénétiques, dans lesquelles l'argumentation fait place à une scolastique forgée pour les besoins de la cause et oppose sans fin le léninisme au trotskisme, comme la vérité révélée à l'hérésie, le mal au bien, le salut à la perdition. En même temps commencent les premières épurations des universités, du *Guépéou* — c'est le nom nouveau de la *Tchéka* — de l'armée. La fidélité au parti est si profonde que des étudiants et des officiers exclus se brûlent la cervelle. La fidélité empêche l'opposition atterrée de se révolter ; et puisqu'elle ne se révolte pas, il faut bien qu'elle se démoralise. Trotsky est évincé du Conseil supérieur de la guerre ; il perd le contrôle de l'armée. Ses amis les plus influents, nommés ambassadeurs, partent pour l'étranger.

Nous connaissons sur ces luttes un détail inédit, divulgué (dans un cercle restreint) par la suite par Zinoviev, Kaménev et Piatakov : le triumvirat craignant d'être mis en échec par la popularité de Trotsky, Staline proposa à ses deux collègues de supprimer discrètement le chef de l'armée rouge en usant pour cela d'une « méthode florentine », c'est-à-dire du poison. Il existe à ce sujet de curieuses lettres. Ne serait-il pas temps de les publier ?

XIII

CHUTE DE ZINOVIEV ET KAMÉNEV

En comparaison avec ses deux collègues du triumvirat, Kaménev, grand politique occidentalisé, et Zinoviev, grand agitateur, nourri de socialisme international, Staline est nettement un médiocre ; mais il a sur eux la supériorité efficace de l'intrigue, celle d'un sens assez bas des réalités immédiates, celle de l'aptitude à sélectionner les hommes, dans l'indigence morale, par les moyens de la faveur et de la peur. Tout à coup, en 1925, à la veille du XIV^e Congrès du parti, minutieusement préparé par Staline, les deux autres triumvirs, tout-puissants aux yeux du pays, se rendent compte qu'ils sont joués, c'est-à-dire vaincus : ils ont en réalité perdu le pouvoir sans s'en rendre compte. Le parti ne discute ni ne vote plus depuis bien longtemps ; le parti ne fait qu'approuver des secrétaires nommés par le Comité central en théorie, par le Secrétaire général en pratique, et la hiérarchie des secrétaires s'approuve indéfiniment elle-même. Les sept huitièmes au moins des délégués du XIV^e Congrès seront en dernier ressort nommés par les agents de Staline et l'on apprend que celui-ci se prépare à mettre Zinoviev et Kaménev en minorité. Nouveau tournant. Zinoviev ne peut compter que sur la délégation de Léninegrad, qu'il a nommée, lui.

Zinoviev et Kaménev se présentent au Congrès chargés de lourdes responsabilités. Depuis 1921, le pays s'est relevé, sous le régime bienfaisant de la NEP. L'agriculture est en plein relèvement ; l'industrie socialisée fonctionne ; les salaires dépassent de peu le niveau — très misérable — de l'ancien régime. Le bilan de la révolution se solde donc par un actif. Mais l'industrie est trop faible pour couvrir les besoins des campagnes, une crise latente en résulte. La pauvreté (pas la misère) est presque de règle, le manque de liberté pèse. En Allemagne, en Italie, en Estonie, en Bulgarie la III^e Internationale a essuyé de sanglantes défaites. C'est sur la formule

byzantine du « socialisme dans un seul pays^[1] » que Staline, allié cette fois à Rykov, président du Conseil des Commissaires du peuple, à Boukharine, le meilleur cerveau de l'intelligentsia soviétique, à Tomski, dirigeant des syndicats, fait mettre Zinoviev et Kaménev en minorité, en employant contre eux les procédés qu'ils ont employés avec lui contre Trotsky.

Une lutte confuse s'engage dans les milieux dirigeants du parti. Le pays muet y reste entièrement étranger. Trotsky, écarté des affaires publiques, et ses amis de l'opposition de 1923 attendent leur heure : Racovski est ambassadeur à Paris, Krestinski, à Berlin, Antonov-Ovséenko à Prague ; Piatakov dirige des industries, Préobrajenski travaille à l'Académie communiste. Staline se tourne vers eux, leur offre la paix, l'alliance de la bureaucratie, des portefeuilles. Par une volte-face à peine concevable, Zinoviev et Kaménev, inventeurs et persécuteurs du trotskisme, se retournent également vers Trotsky, reconnaissent qu'il avait raison de dénoncer la bureaucratisation du parti, lui offrent aussi l'alliance et, demain, le partage du pouvoir. Dans une réunion de vieux opposants, Mratchkovski, criblé des cicatrices des batailles de l'Oural, se prononce seul contre toute alliance : « Staline nous trahirait, dit-il ; et Zinoviev, pris de frousse, nous lâcherait. » (Mratchkovski sera fusillé en 1936.) Seulement, sur le terrain de la théorie marxiste, Zinoviev et Kaménev ont raison de défendre l'internationalisme socialiste ; et le pire facteur de réaction, c'est la dictature du secrétariat. L'alliance Trotsky-Zinoviev se scelle. La nouvelle opposition groupe presque tout l'état-major de Lénine, la fleur des intellectuels du parti, sauf Boukharine, Rykov, Tomski. Elle voit infiniment mieux que Staline les dangers et les nécessités économiques de l'heure. Elle élabore une plate-forme, véritable programme de redressement du parti.

1. [↑] La formule officielle est que « l'on peut, en URSS, construire le socialisme dans un seul pays, mais que l'on ne pourra en achever la construction qu'avec l'aide de la révolution mondiale... »

XIV

L'OPPOSITION ET LA RÉVOLUTION CHINOISE

L'opposition y dénonce le péril thermidorien ; le mot est sans cesse sur toutes les bouches. Le souvenir de la fin de Robespierre hante tous ces hommes. Jusqu'ici, dans l'histoire, toutes les révolutions ont été suivies de réactions qui toutefois ont conservé l'acquis essentiel du mouvement en avant. Thermidoriens ! L'opposition jette l'épithète accablante à la bureaucratie qui la lui renvoie. Mais les auteurs de la plate-forme traitent du problème en économistes. Ils préconisent un vaste effort d'industrialisation ; l'idée du plan quinquennal leur appartient, le C. C. l'a faite sienne, sous une forme lamentablement étriquée. Où trouver les ressources ? Les prendre sur les paysans riches, par des mesures fiscales, sur les mercantis, profiteurs de la NEP, maîtres du commerce de détail, sur la bureaucratie, par de strictes économies... Empêcher ainsi la croissance d'une nouvelle bourgeoisie. Nettoyer l'État et le parti des éléments parasites. Rendre au parti la parole, la discussion, le droit d'élire ses fonctionnaires. Faire à l'étranger et d'abord dans la révolution chinoise une politique plus conforme à la tradition bolchévik...

L'espoir de sortir de son isolement, perdu en Europe centrale, l'URSS va-t-elle le retrouver en Asie ? La révolution chinoise, réunissant en un seul torrent un mouvement d'émancipation nationale, la lutte de la bourgeoisie éclairée contre des survivances quasi-féodales, un mouvement paysan, un jeune mouvement ouvrier dans quelques centres industriels et l'activité des intellectuels républicains, démocrates, socialisants — tout cela d'une façon qui leur est propre — formés à l'école de Sun-Yat-Sen, cette révolution est en plein essor avec le concours efficace des Russes. Des instructeurs soviétiques ont formé à Canton l'école militaire de Wampoo, pépinière

d'officiers républicains ; là débute le jeune général Tchang-Kai-Shek. Le général rouge Blücher, empruntant le nom de Gallen, a dirigé en réalité la marche de l'armée sudiste sur Shang-Haï ; des militants russes ont organisé les syndicats de Shang-Haï qui, par une insurrection parfaitement conduite, s'emparent de ce grand port. Borodine est officiellement le conseiller du Gouvernement de Canton ; Voytinski dirige dans l'ombre le P. C. chinois. Dollars et grenades, avions et directives viennent en nombre de Moscou. Dollars, avions, grenades valent quelque chose, les directives ne valent rien ; or elles sont de Staline. Maître du Bureau politique, il l'est aussi de la III^e Internationale dans laquelle, que ce soit à Paris, à Berlin, à Shang-Haï, à Canton, rien ne se fait sans ordre de lui ou de ses agents ; c'est lui qui commande à Borodine, à Voytinski, à Gallen-Blücher, au P. C. chinois. Or ce n'est ni un grand politique ni un révolutionnaire audacieux ailleurs que sur les grands chemins ; c'est un rusé bonhomme qui voudrait rouler tout le monde, à commencer par les Chinois. Il se soucie peu du succès d'une véritable révolution populaire en Chine ; il cherche à constituer là-bas un Gouvernement de gauche qui servira ses desseins sans se mettre trop à dos l'Angleterre, le Japon, l'Amérique. Il joue au plus fin avec Tchang-Kai-Shek qu'il compte briser après s'en être servi. La victoire de Shang-Haï met face à face les communistes chinois et le parti de la démocratie bourgeoise, le Kuomintang. Les communistes chinois se sentent menacés d'une dictature militaire ; ils appellent au secours, demandent qu'on leur permette au moins de se défendre. L'opposition les soutient. Staline, dans une réunion à Moscou s'écrie textuellement : « Tchang-Kai-Shek ? Je m'en servirai puis je le jetterai au rebut, comme on jette un citron pressé ! » Le lendemain ou le surlendemain matin, ce beau discours étant à l'impression, Tchang-Kai-Shek commence à Shang-Haï la répression du communisme... Staline n'a plus qu'à réclamer pour corrections les épreuves de son discours : nul ne les reverra jamais. Et malheur aux communistes russes qui rentrent de Chine !

Ces lointains événements et l'approche de la crise du blé échauffaient les esprits. L'opposition refusa de se laisser bâillonner, fit imprimer clandestinement sa plateforme, tint des réunions. Au Comité central Zinoviev et Trotsky parlaient quelques minutes sous les injures, les clameurs, les menaces. La plupart de ceux qui les outrageaient dans ces

séances sont morts depuis, suicidés, fusillés, disparus. Trotsky et Zinoviev furent exclus pour indiscipline à la veille du XV^e Congrès, car il importait qu'ils ne pussent pas y prendre la parole. Le Congrès prononça l'exclusion de l'opposition tout entière (nous en étions) ; au dernier moment, Zinoviev et Kaménev abjurèrent, s'inclinèrent devant le Comité central, s'humilièrent devant le Secrétaire général. L'exclusion étant considérée comme une peine de mort politique, ils estimaient qu'il fallait boire l'humiliation pour demeurer dans le parti en attendant des meilleurs jours. Arrestations et déportations d'exclus commencèrent aussitôt : de cinq à huit mille communistes furent emprisonnés et déportés. Trotsky partit pour Alma-Ata, aux confins du Turkestan chinois.

Cette victoire, Staline la remportait en collaboration avec la droite du C. C., tendance modérée, qui entendait laisser se développer une paysannerie aisée : Rykov, Boukharine, Tolski (Ordjonikidzé, Vorochilov, Kalinine, Iagoda penchaient aussi pour la droite).

Remarquons ici que, dans ses plus grandes audaces, l'opposition s'était cantonnée au sein du parti, c'est-à-dire des milieux gouvernementaux, avec une loyauté fanatique et bornée. Jamais elle ne s'était permis de faire appel au pays, aux travailleurs hors du parti. De sorte que le drame s'était joué dans une enceinte fermée. Aucun des leaders de l'opposition ne songea à formuler des revendications qui eussent entraîné la sympathie des populations, montré au pays que l'on pensait à lui dans l'immédiat. Le système dictatorial et bureaucratique leur paraissait nécessiter une réforme prudente, non des changements radicaux. Ce fut peut-être là leur plus grande faiblesse. Depuis six ans l'URSS était en paix avec ses voisins, en paix avec elle-même. Était-il donc impossible d'accorder à ses citoyens des garanties de liberté individuelle ? De leur reconnaître la liberté d'opinion ? De supprimer l'Inquisition en supprimant le Guépéou, les peines administratives, la peine de mort administrative et secrète ? Manque d'audace ou lassitude, ils n'y pensèrent pas ; et la foule demeura indifférente quand l'Inquisition qu'ils avaient établie se retourna contre eux.

XV

INDUSTRIALISATION, COLLECTIVISATION AGRICOLE, FAMINE

Le Secrétaire général, incommodé par l'affaire chinoise, eût souhaité paraître au XV^e congrès sous l'auréole de quelque grande victoire remportée au bord du Pacifique. Ses agents la lui promettaient. Pendant que le congrès délibérait, Lominadzé (qui se suicida en 1935) et l'Allemand Heinz Neuman (disparu, vraisemblablement fusillé en 1937-1938) faisaient proclamer la Commune à Canton. La Commune de Canton adopta de beaux décrets, puis, au bout de trois jours, les coolies furent massacrés, comme il fallait s'y attendre, par milliers.

Peu de mois se passèrent et la crise du blé, annoncée par les économistes déportés, éclata avec une soudaine violence. Trop tard pour y parer. Les cultivateurs auxquels l'État payait le blé un prix trop bas et vendait trop cher les articles manufacturés dont il n'avait que des quantités insuffisantes, préféraient stocker les céréales. Le Bureau politique affolé ordonna des réquisitions. Les cultivateurs résistaient naturellement, des attentats se multipliaient dans les campagnes et, puisqu'on leur prenait l'excédent de leurs récoltes, les paysans sèmaient moins, juste ce qu'il leur fallait pour payer l'impôt et se nourrir. Comment les obliger à semer davantage ? Une seule possibilité : les encadrer dans des organisations dites collectives, — les kolkhoses, — soumises à l'autorité de fonctionnaires du parti. Mais les paysans que ni la menace ni l'agitation n'avaient pu amener à accepter la collectivisation apparurent bientôt comme les plus libres ; leur exemple démoralisait les collectivisés ou kolkhoziens. Pour rompre ce dernier carré, on imposera la collectivisation totale. Telle est la logique élémentaire du conflit qui s'ouvre en 1928 entre les paysans et le régime stalinien. Avant d'entrer dans le kolkhose, où il cessera de leur appartenir, les paysans

détruisent le bétail : du moins pourront-ils ainsi se gaver de viande et cacher du cuir. Quand on se rend compte que les exécutions sommaires n'enrayent pas la destruction du cheptel, Staline, dans un article mémorable, intitulé *Le Vertige du Succès* — quel succès, en effet, dont la Russie agonise tout entière ! et quel étrange vertige ! — ordonne d'arrêter la collectivisation totale et la destruction des églises qui en est le corollaire (2 mars 1930). Les cultivateurs récalcitrants sont déclarés *koulaks*, c'est-à-dire cossus, dépossédés de tout et déportés avec leurs familles dans les régions froides du Nord et les steppes désertiques de l'Asie centrale. Or c'est sur plus de cent millions de ruraux que la dictature frappe, ce sont plus de cent millions de ruraux qui lui résistent désespérément. Combien furent dépossédés et déportés ? Les recoupements les plus consciencieux^[1] permettent d'estimer à 5 millions environ, en 1931, les villageois des deux sexes, vieillards et nourrissons compris, arrachés à leurs foyers et ainsi voués au dénuement et à l'abandon. Un travail scrupuleux effectué par le professeur Prokopovitch sur les statistiques soviétiques officielles établit que jusqu'en 1929 le nombre des foyers augmenta dans les campagnes russes et qu'il était de 25,8 millions cette année-là ; or en 1936, il n'y avait plus que 20,6 millions de foyers ; 5 millions de familles avaient donc disparu en 7 années, ce qui correspond à 20 millions d'âmes environ. Ajoutons que des données récentes empruntées aux recensements de la population confirment ces estimations. La moitié du bétail a disparu. Empruntons à Staline lui-même les chiffres qu'il cite au XVII^e congrès du parti, en janvier 1934, pour démontrer d'ailleurs que la situation commence à s'améliorer. Bétail, par millions de têtes :

	Chevaux	Bêtes à corne	Chèvres, moutons	Porcs
En 1929	34,0	65,1	147,2	20,9
En 1933	16,6	38,6	50,6	12,2

« Chose paradoxale, avons-nous écrit^[2], les échecs qui mèneraient à sa perte tout autre caste dirigeante, affermiront celle-là. Plus elle se sentira impopulaire et responsable des calamités infligées au pays et plus elle se montrera résolue à se défendre par tous les moyens. Une immense misère naîtra de sa politique, mais dans cette misère les plus infimes avantages

matériels acquièrent du prix ; il suffira désormais d'offrir à un travailleur une assiette de soupe tant soit peu nourrissante et un gîte à peu près habitable l'hiver pour le voir, dans le dénuement général, s'agréger aux privilégiés... Une couche de bureaucrates subalternes se formera de la sorte dans les entreprises, les cellules du parti, les villages où la collectivisation aura pour résultat une nouvelle différenciation entre dirigeants et dirigés. Autour des premiers gravitera une clientèle avide de les servir. La misère affermira ceux qui l'ont appelée. »

Le plan quinquennal, revu et remanié, commande désormais un effort surhumain. Il ne prévoyait tout d'abord que la collectivisation de l'agriculture dans la mesure de 28 % ; encore fallait-il, pour fournir l'outillage nécessaire, bâtir des fabriques de tracteurs. La collectivisation totale bouleverse tout. Vers 1931, la pénurie des vivres, dans les villes se transforme en disette, puis en famine ; la famine s'est installée dans de vastes régions agricoles. Le gouvernement introduit les cartes de vivres, donne aux travailleurs des rations dérisoires, fait sans cesse appel à leur enthousiasme, — non sans habileté et non sans succès, — adopte à leur égard des mesures de plus en plus draconiennes, allant jusqu'à édicter la peine de mort contre les attentats à la propriété collective. Et l'on fusille le paysan qui a volé un sac de blé au kolkhoze, l'ouvrier cordonnier qui a volé une paire de semelles à la fabrique ! Le rouble papier tombe au quarantième de sa valeur marchande en 1932. Comme les ouvriers fuient l'usine et les paysans la terre, les chemins de fer se délabrent et, pour fixer la population, on établit les passeports intérieurs qui doivent empêcher les citoyens de l'URSS de se déplacer librement sur leur territoire...

À travers tant de calamités, à travers des souffrances sans nom, au milieu des procès de sabotage intentés aux techniciens, des épidémies sévissant dans les chantiers, des persécutions politiques, « des usines géantes sortent pourtant de terre, Moscou aura son métro, le Guépéou se bâtit un peu partout de véritables donjons, des villes nouvelles surgissent dans la steppe boréale, les fleuves domptés actionnent de puissantes centrales électriques, une industrie automobile est créée de toutes pièces, l'aviation de l'URSS devient peut-être la plus redoutable du monde. Le plan a été exécuté chaotiquement ; à l'analyse toutes ses prévisions, prix de revient, délais, résultats, se révèlent fausses, faussées ou erronées, mais il reste que le pays

s'est donné une nouvelle et puissante armature industrielle. Au prix du sang, bâtie littéralement sur des ossements, comme le tsar Pierre bâtit sa capitale de Saint-Pétersbourg et commença la construction du port de Rogerwick... »

1. [↑] On les trouvera dans le livre de Souvarine. — Nous avons brossé dans *Destin d'une Révolution* (1917-1937) (Grasset) un tableau d'ensemble assez détaillé de cette époque et de cette évolution politique. Nous ne pouvons qu'y renvoyer le lecteur.
2. [↑] *Destin d'une Révolution*, p. 190 et suiv.

XVI

CRISES AU BUREAU POLITIQUE

Fixée par Engels et Lénine, la doctrine marxiste interdit de faire violence aux petits propriétaires. Plus que de doctrine, c'est affaire de bon sens. Mais nous avons vu Staline glisser d'expédient en expédient à la collectivisation totale, mû par le seul souci de garder le pouvoir. Comme la famine, le mécontentement général, les troubles agraires rendent l'URSS infiniment vulnérable à l'intérieur, il fait, hanté par la peur de la guerre, du plan de réoutillage industriel un plan de réarmement. Et, refusant tout bien-être à ses citoyens, l'URSS devient une grande puissance militaire.

Staline a battu l'opposition de gauche, trotskiste, en lui reprochant de vouloir révoquer la NEP et imposer une industrialisation trop coûteuse. Il a repris ensuite le même programme économique, mais décuplé. Des années durant, on se demande si quelque catastrophe ne va pas, le lendemain, jeter l'URSS entière dans le gouffre qu'elle ne cesse de côtoyer. Au Comité central, les modérés, Rykov, Tolski, Boukharine estiment qu'il faut une réconciliation avec le paysan, un changement radical à la direction du parti. Il faudrait écarter Staline, mais ils n'osent pas le dire à haute voix. Ce sont des hommes intelligents, instruits, honnêtes, dévoués ; Staline a sur eux la supériorité d'une volonté de puissance sans frein ni scrupule. Par moments, ils paraissent sur le point de l'emporter par la force des choses, à laquelle ils ont le grand tort de se fier : on est au commencement d'une catastrophe totale, l'édifice peut s'effondrer d'une heure à l'autre. Seulement la concentration du pouvoir est telle que tout dépend d'une demi-douzaine d'hommes que Staline manie les uns par les autres. Le Géorgien Ordjonikidzé, son camarade des grandes routes du Caucase, ancien forçat de Schlüsselbourg, membre du Bureau politique, le débine dans l'intimité, sans oser lui résister en face ; Vorochilov désapprouve sa politique agraire, mais l'appuie par respect du plus fort ; Kalinine, le plus droitier des

droitiers, est tenu par on ne sait quels dossiers. Boukharine, le plus clairvoyant des théoriciens, désespéré, suivi pas à pas par des mouchards, espionné nuit et jour, discute, blême de colère et d'angoisse, aux séances du Bureau politique. Il couche ses déclarations sur des papiers qu'il lit lui-même, car Staline tronquerait les textes, Staline en ferait des faux si ces feuilles lui tombaient entre les mains ! Sortant de là, après des altercations avec un Staline crispé, aux lèvres tremblantes lui aussi, Boukharine va s'épancher en secret chez Kaménev : « C'est Gengis-Khan, sous-produit du Comité central... Si nous ouvrons la discussion, il nous en fera un crime et nous étranglera. Si nous ne l'ouvrons pas, il nous étranglera en silence. S'il persévère, le pays crève, le parti est emporté, nous sommes emportés... Il nous mène tout droit à la guerre civile, par la famine. Il estime qu'il faut traiter les paysans comme des peuples coloniaux conquis... Ces propos authentiques, que nous résumons, publiés, par l'opposition de gauche, provoquent entre Staline et Boukharine la rupture définitive. Dix ans plus tard, ils coûteront la vie à Boukharine et à beaucoup d'autres. Boukharine, en 1929, poussé à bout, menace de se suicider si on ne cesse pas de le traquer perfidement ; il le ferait ; il obtient une accalmie. Peu à peu, dénoncés au parti comme des « opportunistes » corrompus, Rykov et Tomski, suivis de tous leurs amis politiques sont écartés des postes dirigeants. Il vient pourtant un jour où Staline semble à bout. On ne cesse de découvrir des conspirations contre lui parmi les dirigeants du parti, la haine monte autour de lui, les responsabilités sont écrasantes, la situation sans issue. Sa femme, Nadiéjda Allilouéva, de vingt-cinq ans plus jeune que lui, une modeste étudiante d'une école industrielle, fille d'un vieil ouvrier bolchévik, s'est suicidée d'une balle dans la poitrine ; les journaux parlent d'un mal soudain ; entre initiés, on raconte que la jeune femme souffrait de tout, de la famine, de la terreur, de son confort au Kremlin, de voir les portraits du Secrétaire général couvrir sur les places publiques des façades entières ; des crises de mélancolie la dévastaient. On la comprend. Voici l'homme d'acier, comme il s'est appelé lui-même, — de *Stal*, acier, — en tête à tête avec ce cadavre. C'est à cette époque qu'il se serait levé un jour, au Bureau politique, pour offrir à ses camarades sa démission. « Peut-être suis-je, à la vérité, devenu un obstacle à la bonne entente dans le parti ? Si c'est ainsi, camarades, je suis prêt à m'effacer... » Les membres du Politbureau — déjà épuré de la droite — se regardèrent, gênés. Lequel

prendrait sur lui de répondre : « Oui, mon vieux, c'est ça, il faut t'en aller, tu n'as rien de mieux à faire » — lequel ? Celui-là, évidemment, risquerait gros, lâché par les autres. Pas un ne broncha, le compère Molotov dit : « Voyons, voyons ! Tu as la confiance du parti... » et l'incident fut clos. Il se situe, si la mémoire ne nous trahit pas, en 1932.

XVII

LA TERREUR

Comment faire travailler les hommes, comment les maintenir dans l'obéissance comment empêcher les désespoirs individuels de faire masse et d'allumer de grandes révoltes ? À un certain degré de misère et d'oppression, les lois perdent toute efficacité, les contraintes usuelles ne jouent plus, il ne reste que la terreur. La seule menace qui compte est celle de la peine capitale ; et d'une peine capitale appliquée tous les jours : ou bien, le gouvernement qui a conduit un peuple jusque-là, — en temps de paix ! — doit s'en aller... Le crime du pouvoir devient quotidien. Aucune légalité ne subsiste. En foule, dans toutes les villes, les gens soupçonnés de posséder quelques vieilles pièces d'or, quelques bijoux (peut-être achetés dans les magasins de l'État), quelques dollars, ce qui est strictement leur droit, sont arrêtés, détenus, longuement torturés — nous l'avons vu de nos yeux — jusqu'à ce qu'ils « consentent à en faire volontairement don pour l'industrialisation... » On ouvre cependant les magasins dits du *Torgsin* où des produits introuvables partout ailleurs, médicaments, tissus, aliments de qualité, papier, chaussures sont en vente contre de l'or ou des billets étrangers ; si bien que l'ouvrier soviétique qui fabrique ces produits en est totalement privé ; et que les malandrins tuent des hommes pour leur arracher un dentier en or... Suprême sanction pour tous délits, le coup de revolver dans la nuque, que l'on vous tire au fond d'une cave. « Exécutions de paysans souvent qualifiés terroristes pour avoir abîmé la figure d'un fonctionnaire ou dilapidateurs pour avoir dérobé un sac de grains. Exécutions d'ouvriers qualifiés saboteurs et contre-révolutionnaires. Exécutions de récidivistes de droit commun et de prostituées déclarées incorrigibles. Exécutions de popes coupables d'avoir protesté contre la démolition des églises. Exécutions de thésaurisateurs de menue monnaie d'argent. Exécutions de techniciens accusés de sabotage. Exécutions de

fonctionnaires véreux. Exécutions de personnes de diverses conditions accusées d'espionnage. Exécutions d'otages dans les camps de concentration, après des tentatives d'évasion. Exécutions d'anciens officiers. Exécutions d'agents du Guépéou... Aucune statistique n'a été publiée, n'est publiable. Quiconque connaît la vie russe sait que la peine de mort entra dans les mœurs et que le sang innocent fut versé à flots ^[1]. »

Il n'y a plus, bien entendu, en réalité, ni Soviets ni syndicats, ni parti communiste, il n'y a que la formidable machine bureaucratique et policière dont le Politbureau tient les leviers de commande. Seulement, la question des responsabilités se pose dans toutes les consciences silencieuses. Staline le sent si fortement que, pendant les deux années les plus noires, il observe un mutisme presque absolu. Et l'on désigne à l'opinion, désarmée en présence d'une presse dirigée, des boucs émissaires. Les bas salaires et le ravitaillement misérable ont-ils désorganisé le travail dans les mines du Donietz ? On monte un grand procès de techniciens, clos par cinq exécutions. Toute l'industrie naissante n'est-elle pas en proie à un invraisemblable gâchis ? On découvre un « parti d'ingénieurs », on fusille dans l'ombre quelques grands ingénieurs (Paltchinsky, von Meck), on monte un procès spectaculaire ; des agents-provocateurs (Ramsine) y font à la barre des aveux effarants. Le grand plan n'a-t-il pas tourné au chaos ? De vieux économistes socialistes ont multiplié en vain les avertissements ; on les inculpe tous, on leur fait avouer qu'ils préparaient en réalité l'intervention étrangère sur directive de l'Internationale socialiste (affaire Groman, Shoukhanov, Guinsbourg)... Déjà le système est trouvé : ceux qui refusent de passer les aveux dictés par la raison d'État disparaissent à jamais sans cela (Bazarov, Braunstein). La débâcle de l'agriculture fait arrêter tous les grands agronomes, mais comme ils manquent de complaisance ils disparaissent sans procès (Kondratiev, Tchayanov, Makarov). La viande fait défaut : on fusille sans jugement quarante-huit techniciens du ravitaillement en viande (Karatyguine, Levandovski). La débâcle de l'agriculture devient un désastre : on fusille sans procès trente-cinq dirigeants et techniciens du Commissariat de l'agriculture, dont plusieurs étaient membres du gouvernement (Connor, Wolf, Kovarsky).

Et le nom de Staline s'entoure en 1932-1934 d'une sinistre lueur. Devant tant de souffrances inutiles, d'absurdités, de réglementations aberrantes et

funestes, de crises chroniques, de répressions atroces, de directives contradictoires, on finit par demander si la trahison et le sabotage ne sont pas installés au sommet même de la dictature. Que pourraient-ils de plus, en effet, s'ils y étaient ? Cette idée, nous la retrouvâmes dans des entretiens avec des gens du peuple, avec des intellectuels, avec des vieux communistes. Elle était dans l'air, elle s'imposait. Elle éclata tout à coup, en 1932, dans les sphères dirigeantes du parti. Un groupe s'y était formé — après bien d'autres, — rassemblant des jeunes intellectuels de l'école de Boukharine, des vieux-bolchéviks, des jeunes bureaucrates de l'entourage de Staline, autour de l'ancien Secrétaire du Comité de Moscou, Rioutine, qui s'était distingué naguère dans la persécution du trotskisme... Rioutine rédigea un document politique, préconisant « l'émancipation des paysans », la liquidation de la collectivisation forcée, la démocratisation du parti, l'amnistie en faveur des diverses oppositions et, avant tout, l'élimination de Staline comparé aux pires agents-provocateurs d'autrefois ; le nom d'Azev y était. Jamais encore réquisitoire si violent, si douloureux, si décidé n'avait été formulé contre le Secrétaire général ; des abrégés en circulèrent dans quelques usines. Zinoviev et Kaménev, accusés d'avoir eu connaissance de ce texte satanique furent, en dépit de leur repentir, une fois de plus chassés du parti, déportés. Staline soutint au Bureau politique que Rioutine, en réclamant son « élimination », préconisait un assassinat ; et il demanda lui-même, pour le pamphlétaire, la peine de mort, révoquant ainsi la loi non-écrite selon laquelle la peine capitale ne pouvait pas être appliquée entre bolchéviks. (Rioutine ne fut fusillé que beaucoup plus tard.)

1. [↑] Victor Serge, *Destin d'une Révolution*, p. 209 (Grasset).

XVIII

L'URSS ENTRE DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le Secrétaire général est dur, très dur ; tout à fait dépassé par les événements ; il faudrait à sa place, pour exercer la dictature, un homme de génie ; ou pour gouverner tout autrement une équipe d'hommes de bon sens, désintéressés, capables de se relayer. Il n'a ni le génie d'un chef d'État exceptionnel ni les capacités pratiques d'un président du conseil avisé. Mais ce n'est pas un fou. Ceux qui l'approchent disent que c'est un réaliste solide, ne manquant pas de finesse orientale, plus volontaire qu'intelligent, pourvu d'une culture rudimentaire. Il souhaite une normalisation, il y travaille. Les concessions faites aux paysans provoquent enfin une détente ; la valorisation du rouble — devenu le 1^{er} janvier 1935, par la suppression des cartes de pain, l'équivalent d'un kilo de pain de seigle — rend aux salaires une valeur matérielle. On chuchote qu'il est question d'amnistie, qu'une constitution est à l'étude, que les croyants vont pouvoir prier librement, que les socialistes vont sortir de prison...

L'URSS, d'ailleurs, entend prendre rang parmi les États d'Europe, elle donne son adhésion à la Société des Nations ; MM. Eden et Laval sont successivement reçus au Kremlin ; de même Herbert Wells, Émile Ludwig, Roy Howard, devant lesquels un Staline bonhomme s'affirme démocrate et désavoue avec une pesante ironie les aventures de la révolution internationale. À Genève, Litvinov commence à défendre inlassablement des définitions parfaites de l'agresseur et de l'agression. Désavouant l'antimilitarisme des communistes français, dirigés pourtant par ses agents, Staline fait publier qu'il approuve des mesures de défense nationale prises par la France. Des pactes d'amitié sont signés entre l'URSS d'une part, la France et la Tchécoslovaquie de l'autre. En Chine, les armées communistes

de Mao-Tsé-Dzioun et Tchou-Dé, contrôlées par des conseillers russes, abandonnent les territoires peuplés et relativement industrialisés de l'Est pour se retirer vers le cœur de l'Asie, dans des régions de steppes. À cette politique générale, on entrevoit deux mobiles ; à l'intérieur, un désir de normalisation, à l'extérieur un désir de sécurité ; et la peur de l'Allemagne nazie fait pousser les armements^[1]. L'agitation officielle entonne des chants d'allégresse, puisqu'il y a du pain noir pour tout le monde ou presque : « Nous commençons la vie heureuse... » De nouveaux portraits de Staline sont répandus par millions ; on voit le « Père des peuples » au visage épanoui serrer tendrement dans ses bras quelque brune gosseline Ouzbeke ou Mongole. La famine vient de faire un pas en arrière ; le slogan officiel du jour est que « nous entrons dans l'aisance. »

Seulement, l'écrasante question des responsabilités demeure posée dans les consciences. On sait, tout le monde sait que tous les compagnons de Lénine, qu'ils aient appartenu à l'opposition de gauche ou à celle de droite, qu'ils aient abjuré ou non leurs « déviations » — tel étant le terme employé pour désigner l'hérésie — ont ^[1] désapprouvé, désapprouvent encore la politique cruelle et bornée que le Secrétaire général a poursuivie pour garder le pouvoir. Personne n'a confiance en lui ; personne ne se fait d'illusions sur son rôle dans les calamités qui se sont abattues sur la révolution au moment où elle paraissait avoir remporté une victoire complète. Les vieux dirigeants bolchéviks qu'il a éliminés l'un après l'autre, Zinoviev, Kaménev, Rykov, Tolski, Boukharine, confinés dans des fonctions subalternes ou déportés, gardent un prestige qu'il n'a pas, lui, au faite du pouvoir. En vain les a-t-il, des années durant, obligés à se désavouer eux-mêmes, à se ridiculiser par des abjurations répétées, en reconnaissant qu'il a eu raison contre eux en toutes choses, que tout ce qu'il a fait est parfait, que nul ne saurait l'égaler. L'abjuration ne discrédite plus : on sait bien qu'elle est forcée, dictée mot à mot. Que pourraient-ils faire d'autre sinon aller en prison ? Or ils préfèrent à ce prix servir le parti et le pays ; et ils ont raison contre Staline ! La louange qu'il se fait décerner ne trompe personne. L'excès de louange pour lui, l'excès de discrédit pour ses rivaux naissent d'une situation de fait irrémédiable. L'héritage de Lénine est tombé entre les mains du moins capable, la preuve en est faite. Banni à Constantinople puis en France, puis en Norvège, Trotsky continue de

publier ses critiques enflammées et il a facilement raison en présence d'erreurs catastrophiques couvertes par des mensonges démesurés. Sa parole porte dans les milieux dirigeants et les prisons, seuls endroits où l'on l'entende, parce qu'un constant va et vient s'est institué entre les milieux dirigeants et les prisons.

En 1935, l'histoire semble offrir à l'homme de la collectivisation agraire, de la terreur et de la famine une chance inouïe de réhabilitation. Maintenant qu'il a rendu le pain noir aux travailleurs, s'il ouvrait les portes des camps de concentration, s'il amnistiait un ou deux millions d'innocents, s'il admettait un semblant de liberté d'opinion, ne gardant en prison que ceux qui osent vraiment penser, quelle grandeur serait la sienne ! Et peut-être est-ce ce que l'on exige de lui dans son entourage. D'assez bonne source, nous croyons savoir que Kirov, membre du Bureau politique, et le vieil écrivain Maxime Gorki, comblé de gloire officielle mais bien amer et bien las, s'efforçaient de l'influencer dans ce sens. Un conflit en serait résulté entre Staline et Gorky auquel on refusa même un passeport pour l'étranger, et dont la correspondance avec Romain Rolland fut brutalement censurée. Le 1^{er} décembre 1934, Kirov, qui dirigeait la région de Léninegrad, était tué d'une balle dans la nuque par un jeune communiste nommé Léonide Nikolaév, qui avait appartenu ou appartenait encore à la police politique. Sur ce drame, dont les conséquences ont été horribles, on sait trop peu de choses ; que le meurtrier laissait un journal justifiant son acte, document qui n'a jamais été publié ; que la police politique était au courant de la préparation de l'attentat (ses chefs de Léninegrad allaient être sévèrement condamnés de ce fait). Staline prit sur l'heure le train et vint à Léninegrad interroger lui-même le meurtrier.

1. [↑] La place nous manque pour étudier les responsabilités de Staline dans l'avènement du nazisme en Allemagne. L'Internationale Communiste faisait sous sa direction une politique qui tendait à « passer sur le corps de la socialdémocratie social-fasciste pour vaincre le fascisme ». En maintenant la candidature Thaelman, les communistes firent élire Hindenbourg à la présidence de la République ; il leur advint de s'unir aux nazis, lors du « plébiscite rouge » en Prusse pour chasser du pouvoir le gouvernement socialdémocrate de Berlin. Toutes ces manœuvres finirent par créer une masse flottante de près de deux millions de chômeurs qui, tantôt votaient communiste, tantôt votaient nazi et, dans la rue, assuraient la prépondérance aux bandes hitlériennes, alors que la collaboration sincère, si elle avait été possible, des

socialistes et des communistes eût vraisemblablement pu barrer la route au nazisme en 1931-1932.

XIX

TERREUR ET PROPAGANDE

Un décret établit contre les « terroristes » une procédure expéditive et sommaire : dix jours d'instruction, procès secret, exécution séance tenante. Le gouvernement se prive lui-même du droit de grâce. Entre le 5 et le 12 décembre, 114 personnes arrêtées avant l'attentat de Nikolaév, dans diverses régions, sont fusillées. Qui étaient ces massacrés et que leur reprochait-on, nul ne l'a su. Le 30 décembre, Nikolaév et 13 jeunes communistes de Léninegrad qui l'ont fréquenté comparaissent devant le tribunal secret. Trois officiers de la Sûreté politique derrière une table tendue de drap rouge ; brefs interrogatoires ; exécution immédiate, dans la cour voisine peut-être. Dans l'entretemps environ trois mille communistes connus pour leur attachement à Zinoviev, sont arrêtés. En janvier, Zinoviev, Kaménev et d'autres anciens membres des Comités dirigeants comparaissent à leur tour devant un tribunal secret ; les enquêtes ne permettant pas de les inculper, on exige d'eux qu'ils se reconnaissent les responsables moraux du crime de Nikolaév ; leur mauvais esprit aurait amené ce jeune homme au terrorisme. Ils en conviennent ; ce n'est qu'un reniement de plus, dans la note des précédents. On les condamne à de longs emprisonnements, leur amis politiques partent pour les camps de concentration, par milliers. Est-ce fini ? Ce ne sera jamais fini. Staline adresse au Comité de Léninegrad un message dans lequel il lui reproche de n'avoir pas encore songé à épurer la population de l'ancienne capitale ; les « ennemis de classe », ci-devant bourgeois, officiers, fonctionnaires de l'Empire, intellectuels d'ancien régime, n'y sont-ils pas fort nombreux ? Quel danger ! En tout ceci l'aberration se mêle à la cruauté, faussant tout calcul politique : depuis des années, c'est du sein du parti révolutionnaire que se lèvent les dangers pour menacer le tyran ; la balle qui a tué Kirov est partie d'un revolver du Guépéou. N'importe. Par familles entières,

cinquante à cent mille personnes partent de Léninegrad pour la déportation dans des bleds lointains ; des vieillards meurent en route, des femmes accouchent en route dans des stations perdues. Nous avons vu arriver dans une ville de l'Oural douze à quinze cents de ces pauvres gens. La répression s'étend aussi à tous les milieux révolutionnaires. On arrête, par centaines, les anciens forçats des bagnes du tsar, qui pourraient n'avoir pas tout à fait oublié les attentats d'autrefois, on arrête les socialistes et les trotskistes récemment sortis de prison. On arrête les personnes d'origine allemande ou polonaise. Les Associations des Vieux-Bolchéviks et des Anciens-Forçats sont dissoutes. Les procès secrets se multiplient, invariablement suivis d'exécutions. La garde du Kremlin est épurée dans des caves à coups de revolver. Une épuration générale du parti envoie, d'après les statistiques officielles, 150 à 200.000 communistes dans les camps de concentration. Abrégeons, car les chiffres perdent tout sens...

Ces proscriptions s'acharnent sur un pays où personne ne résiste, où personne ne murmure. Les hommes les mieux trempés y défendent en silence leur pensée mise hors la loi. Les journaux ne disent presque rien de ce qui se passe ; on peut vivre en Russie et ignorer tout ce que l'on ne voit pas de ses yeux. Un encens épais monte chaque jour vers les portraits du chef avec les chants d'allégresse des écoliers, des bataillons rouges, des assemblées parfaitement stylées... La presse publie que les intellectuels de l'étranger, qui vont se réunir en un « Congrès de Défense de la Culture contre la barbarie fasciste » approuvent avec enthousiasme les mesures énergiques prises par le gouvernement à la suite de l'attentat de Nikolaév. Au lendemain des exécutions, on publie ainsi l'approbation de MM. Romain Rolland, Aragon, Nizan, Malraux, Jean-Richard Bloch. Du Vénézuéla, de Cuba, de Bolivie, de Paris, de Londres, de Bruxelles, de Stockholm arrive, par télégrammes, l'approbation des Comités centraux des partis communistes, qui louent « la juste et généreuse et si humaine sévérité du Chef génial. » La presse de l'étranger accueille avec des commentaires bienveillants l'annonce d'une nouvelle constitution soviétique, la plus démocratique que l'on puisse concevoir, fondée sur le suffrage universel... Quand le texte en est publié, on affecte assez généralement de ne point remarquer que l'article 126 de cette loi fondamentale consacre l'hégémonie du parti communiste, « moyen dirigeant de toutes les organisations de

travailleurs... » La Constitution stalinienne, en grande partie rédigée par le pauvre Boukharine, établit un régime grossièrement plébiscitaire, sans liberté d'opinion ; elle supprime en fait les Soviets ; elle rend, il est vrai, les élus de la nation inviolables, mais on verra bientôt ces inviolables disparaître en série, fusillés ou jetés aux oubliettes. Le rêve du retour de l'URSS à la civilisation européenne est si tentant, et il est tellement avantageux pour les intellectuels avancés de s'y attacher ou de feindre de s'y attacher, que les hécatombes n'entament point le prestige enchanteur de l'URSS dans le monde...

XX

LE PROCÈS DES TREIZE

Ici commence la tragédie, unique dans l'histoire, du Chef d'un État totalitaire aux prises avec la réprobation muette, mais certaine, mais inexorable de son entourage et de tous ceux qu'il est censé représenter au pouvoir ; réprobation dissimulée sous le sourire servile, l'approbation unanime, la louange complaisante, les ovations frénétiques... Les collaborateurs les plus appréciés de Lénine, Zinoviev son ami depuis la fondation du parti, Kaménev son légataire universel, sont en prison pour dix ans ; Trotsky dans son exil de Norvège, garde une grandeur symbolique. Le crime des emprisonnés, personne ne peut l'ignorer, est d'avoir désapprouvé obstinément, malgré tout ce qu'on a pu leur faire dire pour les humilier, la « ligne générale », cette politique impitoyable et désastreuse des dix dernières années. Les persécutés ont été manifestement plus clairvoyants que le persécuteur. Ils sont en cellule, mais ils ne sont pas responsables de ce qui s'est accompli. Il est au sommet du pouvoir, lui, mais c'est lui le responsable. Pourra-t-il dormir tranquille tant qu'ils seront vivants, tant qu'il y aura, toute prête, cette équipe de rechange ? Voilà le problème politique ; et le problème moral.

La terreur éclate dans le parti comme y tomberait la foudre, le 14 août 1936, avec l'annonce d'un procès qui va s'ouvrir dans cinq jours au nombre des treize inculpés figurent Zinoviev, Kaménev, trois autres anciens membres du Comité central, Evdokimov, Bakaév, Ivan Smirnov — un des vieux bolchéviks jouissant dans le parti de la plus haute autorité, — des grandes figures de la guerre civile. Le seul fait que tous soient accusés de terrorisme les promet à la mort. Simultanément, des arrestations de journalistes du parti, de membres de gouvernements locaux, de hauts fonctionnaires et de généraux ont lieu un peu partout, en Arménie, à Bakou, à Stalinabad, à Kiev, à Gorki, au Turkestan, à Léninegrad ; et, ce qui est

significatif, on les publie. On s'apercevra plus tard qu'elles revêtent l'ampleur d'un véritable coup d'État. Le nombre des fonctionnaires bolchéviks appartenant à la vieille génération atteints par la répression au cours de cette année sera estimé, par un observateur qualifié, à une dizaine de milliers.

Le procès des Treize s'ouvre dans la salle de la Maison des Syndicats, autrefois le club de la Noblesse, le 19 août, devant un auditoire trié sur le volet, quelques journalistes étrangers, quelques diplomates. Tout de suite l'atmosphère s'y épaissit jusqu'à devenir irrespirable, l'on se sent jeté hors de la vérité, hors de tout équilibre moral, hors du droit, hors du respect humain... Les accusés ne se défendent pas et personne ne les défend ; ils s'accusent avec passion, avec frénésie, sauf deux trotskistes qui jouent avec une redoutable mauvaise volonté un rôle manifestement convenu (Ivan Smirnov et Holzman). On voit s'asseoir au banc des accusés, aux côtés des anciens chefs du parti de louches inconnus, victimes et agents provocateurs maladroits... Tous s'accusent d'avoir organisé l'assassinat de Kirov et d'avoir voulu assassiner Staline et les autres chefs du parti, — sauf Molotov qui n'est pas nommé dans la liste des victimes présumées, parce qu'il est à ce moment en froid avec Staline et que l'on se réserve peut-être de l'inculper prochainement lui-même... Pourquoi ? Ils proclament n'avoir pas d'idées, pas de programme à opposer à la « glorieuse ligne générale » de Staline, devant qui, maintenant, ils s'inclinent avec admiration et repentir. Seule la « soif du pouvoir », les faisait agir... Subtile psychologie de ces agonisants ! C'était là, nous l'avons su, une suprême habileté : si, en effet, la soif du pouvoir seule les poussait au terrorisme, n'était-ce pas que le Secrétaire général s'était attribué tout le pouvoir ? Staline, le procès mis au point avec son haut-commissaire à la Sûreté, Iagoda, était allé se reposer dans une villa du Caucase, sous un azur parfait, dans des jardins de paradis ; il y suivait heure par heure les débats. Il saisit l'accusation sous l'aveu, l'outrage sous le repentir et, par téléphone, donna l'ordre d'inventer autre chose. Le lendemain, les accusés avouaient de nouveaux motifs, mais tellement invraisemblables qu'ils ne résistent à aucune analyse critique ; ils déclarent qu'ils ont obéi aux directives de l'exilé Trotsky « afin — textuellement — de fomenter en URSS une contre-révolution fasciste^[1]. » Impossible d'analyser en bref ce délire ; toutes les notions se

mêlent, se confondent, on étouffe. Depuis que Zinoviev et Kaménev ont fait leur soumission à Staline, en 1926, Trotsky les a poursuivis de ses sarcasmes ; dans les prisons, les trotskistes intransigeants boycottaient les « capitulards » qui cheminaient servilement d'abjuration en reniement. Ivan Smirnov auquel on reproche l'assassinat de Kirov était en prison depuis deux ans quand cet attentat fut commis ! Un nommé Fritz David dit qu'il « pensa » un jour se rendre à un meeting pour tirer sur tel personnage ; il est ainsi question de neuf attentats au moins qui n'ont pas été commis... Ivan Smirnov, l'homme qui sauva en 1918 la république à la bataille de Sviajsk, l'homme qui plus tard soviétisa la Sibérie, compromet un moment ce [1] sinistre jeu, avec quelques dénégations méprisantes capables de tout renverser ; rappelé à la règle du jeu par ses co-accusés, il se résigne. Holzman, un chef d'industrie et un vieux révolutionnaire, torpille habilement le procès en avouant avoir rencontré le fils de Trotsky à Copenhague dans un hôtel qui n'existe pas, comme on l'apprendra le surlendemain et en faisant d'autres déclarations de cette force. Le procureur Vychinski requiert la mort pour ces « chiens sanguinaires » qu'il insulte des heures durant. Ce n'est, dans l'URSS immense et dans la presse communiste de l'univers, qu'un hurlement continu à la mort, à la mort contre ces « fascistes », ces « chiens hideux », ces « vipères », cette « vermine », les compagnons de Lénine. Une manifestation déferle le soir par les rues de Moscou, sous les projecteurs du Goskino : « La mort ! La mort ! » Des écolières, des poètes, des vieux trappeurs de la toundra sibérienne, des académiciens, des jeunes mères écrivent aux journaux — qui publient ces messages — qu'il faut, « par amour des hommes » fusiller « ces hyènes »... Et l'ex-président de la III^e Internationale, Zinoviev écoute le réquisitoire, le visage gris, les mains croisées, la tête baissée, désespéré, noyé dans une amertume inconcevable. Kaménev, crinière et barbe blanche clame dans ses dernières paroles son amour de la patrie soviétique, dit qu'il est heureux de mourir pour elle, demande à ses enfants de mourir pour elle, s'il le faut... Le verdict est de mort pour les Treize. Le 25 août, les journaux montrent en première page les portraits souriants des chefs du parti, en tuniques blanches, sur une tribune de l'aérodrome de Touchino. Le fête de l'aviation a été réussie, par un temps splendide. Cinq lignes en caractères minuscules, à la dernière page, annoncent que les

Treize ont subi la peine capitale. On ne saura rien de précis sur leur supplice. Et l'allégresse populaire se déchaîne, orchestrée par les bureaux du parti. Garçons et fillettes des écoles remercient le Chef adoré d'avoir débarrassé la terre de ces monstres. « Ah, que nous eussions voulu les fusiller nous-mêmes ! » écrivent ces ingénus. L'éditorial de la *Pravda* constate que « l'on respire désormais un air plus pur... »

Au cours des débats, une centaine de noms ont été prononcés. Aucun ne l'a été par hasard. Il est apparu que Rykov, Tomski, Boukharine, Piatakov, Radek et beaucoup d'autres personnages remplissant encore les fonctions gouvernementales étaient impliqués dans la conspiration ; car celui qui dictait ces aveux n'entendait pas s'arrêter à mi-chemin ; et ceux qui les faisaient avaient intérêt à montrer tout le vieux parti exécrant le Chef bien-aimé.

1. [↑] Berlin, écrivait la *Pravda* le 31 août 1936, pendant le procès Zinoviev, est le centre international de l'espionnage, de la terreur et des crimes accomplis par l'Allemagne fasciste pour préparer la guerre. Il serait difficile de nommer un État dont les tribunaux n'aient pas eu à connaître des affaires d'espionnage, de corruption, de kidnapping, d'assassinats ou d'attentats, de faux et d'escroqueries organisées par les émissaires de Berlin... » Le 22 février 1938, la *Pravda* reprenait pour la dix millièème fois : « La politique du fascisme allemand est plus que jamais orientée vers de nouvelles agressions et des conquêtes coloniales, vers le déchaînement d'une guerre mondiale, vers l'absorption et l'asservissement des États faibles, vers l'extension des ténèbres, de la réaction et de la haine... » Tels ont été pendant des années les motifs indéfiniment répétés de la propagande communiste.

On ne trouve plus, aujourd'hui, dans la presse soviétique une seule ligne contre le fascisme.

XXI

EXPLICATION DES AVEUX

Ce drame inintelligible dérouta tout le monde. Quelques initiés, seuls, le comprirent. Il n'offrait en réalité que peu de mystère. Les aveux se prodiguaient en service commandé, par ordre du Politbureau, c'est-à-dire du Secrétariat général, le Politbureau ne s'étant pas réuni ; ils étaient exigés et consentis au nom de l'intérêt supérieur du parti, pour l'agitation internationale. « Il faut que vous renonciez à jamais au pouvoir en vous déshonorant, unique façon effective d'y renoncer. Que vous compromettiez Trotsky sur lequel nous n'avons plus de prise. Le parti l'exige de votre dévouement. Oseriez-vous mettre en balance avec l'ordre du parti le souci de votre honneur, de votre vie, d'une vérité historique dont nous n'avons que faire ? S'il croit devoir, ensuite, vous fusiller pour que l'on croie l'incroyable, le parti en a bien le droit. » Cette théorie, Zinoviev, Kaménev, la plupart des bolcheviks la professaient et la vivaient depuis vingt ans. Totalement dévoués à l'Ordre, au sens religieux du mot. Tenons compte aussi de l'effroyable pression que subissaient ces hommes, la cinquantaine dépassée, après des vies remplies de luttes. Dix années de persécutions larvées, de surveillance, de suspicion constante ; la persécution de leurs proches. L'appel au dévouement bolchévik pour cet avilissant suicide politique ne portait du reste que sur les vieux chefs qui ne concevaient plus la vie en dehors du parti. La sélection des accusés le complétait : ceux qui refusaient le marché savaient qu'ils seraient fusillés sans procès et, soulignons-le, la majorité des accusés préférait se laisser fusiller dans les ténèbres. Treize complaisants venaient de paraître à la barre, mais une quarantaine de résistants se laissaient massacrer sans cela. Les pièces du procès prouvent en effet que plus de cinquante personnes avaient été inculpées dans cette affaire. Nous connaissons le mot du vieux Fridman, fonctionnaire du Guépéou, que l'on tenait à asseoir sur le banc des accusés

pour quelque raison d'ordre technique : « On ne peut me fusiller qu'une fois ! s'écria-t-il. On ne peut pas faire de moi une putain ! » On ne l'a fusillé qu'une fois, dans la nuit.

Le service rendu au parti par les accusés établissait entre eux et le Bureau politique un marché explicite ou tacite. Les accusés de deux grands procès précédents, celui des techniciens et des économistes socialdémocrates, ayant consenti à s'accabler eux-mêmes pour décharger le gouvernement des responsabilités du gâchis économique, n'avaient pas été exécutés... Les Treize furent bernés. Ils s'y attendaient un peu, connaissant Staline et déchiffrant sa politique ; ils n'en eurent la certitude qu'à la minute désespérée de l'exécution. Un haut-fonctionnaire stalinien nous disait : « Si on ne les avait pas exécutés, le procès se fût réduit à une sorte de meeting dont on avait raté tous les effets... » Et l'équipe de rechange, une fois de plus martyrisée, eût attendu son jour au fond des prisons...

Une seule vérité dans le fatras des complots tout à fait impossibles sous un régime policier perfectionné : que tout le vieux parti haïssait Staline, le Chef officiellement acclamé, souhaitait son élimination, eût voulu s'en défaire. Et qu'il le savait, qu'il sentait l'abîme entre eux et lui. S'ils avaient voulu le tuer, ils l'auraient tué sans peine ; mais, accoutumés à condamner le terrorisme au nom du marxisme, qui oppose à l'action individuelle du tyrannicide l'action des masses, ils répugnaient à faire intervenir le browning dans les affaires du Comité central. Staline, par contre, le seul des dirigeants bolchéviks qui ait été un terroriste professionnel, semble bien, comme les hommes de peu d'imagination, juger les autres d'après lui-même, leur imputer volontiers les intentions qu'il aurait à leur place. Pour cette raison, il vit dans la hantise du terrorisme. Et l'on fusille les chefs de la garde du Kremlin, l'on inculpe de terrorisme les cireurs de parquets des palais du gouvernement, l'on prépare de nouveaux grands procès...

XXII

SANG SUR SANG...

L'exécution des Treize a créé dans le vieux parti une situation intenable. Jamais jusqu'ici les bolchéviks n'avaient versé le sang bolchévik. Tous se connaissaient depuis les prisons du tsar, depuis plus de trente années de propagande. Mais nul ne peut se permettre sans courir à la mort de désapprouver l'assassinat à peine légal de plusieurs des collaborateurs de Lénine ; on exige des survivants qu'ils l'approuvent au contraire, et ils l'approuvent en termes écœurants, sentant peut-être qu'il n'y a plus que l'excès d'infamie pour dénoncer l'excès d'oppression. Piatakov, l'ancien chef du premier gouvernement soviétique de l'Ukraine, l'un des dirigeants de l'industrialisation, a écrit à la veille du verdict : « La dégoûtante puanteur d'une morgue s'est soudainement répandue... Ces êtres ne sont plus que des cadavres puants. Le sang se glace devant leurs crimes... Ils ont perdu tout visage humain. Il faut les anéantir comme de la charogne... » À peine a-t-il signé ça qu'on l'arrête lui-même. À Karl Radek, à Boukharine, à Racovski, on fait écrire des morceaux de ce genre, puis on les arrête. Ce ne sont qu'arrestations dans tous les milieux. L'armée même n'est plus épargnée. Le haut-commissaire de la Sûreté, Iagoda, chef du Guépéou depuis une dizaine d'années, celui qui a instruit le procès des Treize, est lui-même arrêté. Que les instruments qui ont servi à ourdir cette sanglante machination politique doivent disparaître, cela est évident ; qu'il soit impossible de laisser vivre les autres anciens dirigeants vieux bolcheviks après avoir fusillé Zinoviev, Kaménev, Ivan Smirnov n'est pas moins évident.

Le deuxième grand procès de Moscou — celui des Vingt-et-un — a lieu dans les mêmes conditions que le premier, en fin janvier 1937. Au banc des accusés, Piatakov, déjà nommé, que Lénine recommanda particulièrement dans son testament ; Sérébriakov, un des Secrétaires du Comité central du

temps de Lénine ; Mouralov, l'ancien commandant militaire de la région de Moscou, un des hommes qui firent à Moscou l'insurrection de 1917 ; Sokolnikov, ancien membre du Comité central de Lénine, ancien ambassadeur à Londres ; Karl Radek, un des fondateurs de l'Internationale Communiste, survivant des insurrections berlinoises ; des combattants de la guerre civile, comme Drobnis ; des chefs d'industrie, comme Rataitchak ; des dirigeants des chemins de fer comme Livschitz. La plupart de ces accusés ignorent quel a été le sort de Zinoviev et Kaménev et il se peut donc qu'ils soient l'objet du même chantage. Nous sommes de nouveau plongés d'emblée dans un morne délire. Tous avouent, avouent sans fin, s'accusent, se couvrent de boue sans le moindre souci de la vraisemblance... Ils ont formé, sur directives de l'exilé Trotsky, une association contre-révolutionnaire, dont l'objet était de provoquer en URSS la restauration du régime capitaliste et l'établissement du fascisme ; à cette fin, ils sont devenus les agents de l'Allemagne nazie et du Japon ; ils ont préparé avec ces puissances l'invasion et le démembrement de l'URSS ; pour détruire la puissance industrielle créée par le génial chef du parti, ils ont organisé le sabotage de l'industrie, des catastrophes dans les mines, des accidents de chemins de fer par milliers... Nous n'exagérons rien, loin de là. Tout cela sous la surveillance incessante du Guépéou. Grossières ficelles ! Il apparaît que l'objet du procès est d'expliquer au grand public l'in vraisemblable état de l'industrie, le nombre désolant des catastrophes dans les mines, le nombre terrifiant des accidents de chemin de fer. Un accusé relate que les trotskistes en ont provoqué 3.500 ! Tout est l'œuvre des trotskistes, des agents du Japon et de l'Allemagne. Comprenez-vous ? Mais il faut absolument faire remonter le mal jusqu'à l'exilé Trotsky, puisqu'il est hors d'atteinte. Et Piatakov, ascétique, avec sa barbe grêle et son long corps voûté par l'accablement, raconte qu'il s'est rendu, se trouvant en mission à l'étranger, de Berlin à Oslo en avion pour s'entretenir avec Trotsky ^[1]. Les autorités norvégiennes certifient le surlendemain que pas un avion venant de Berlin n'est arrivé dans la région d'Oslo au cours de cette saison. Il serait facile de vérifier bien d'autres choses, mais on se hâte. Manifestations dans les rues de Moscou, meetings, télégrammes des communistes du monde entier exigeant la mort de ces « chiens enragés », les rites se déroulent à tout allure. Les professeurs, les artistes, les savants,

les journalistes exigent qu'on les fusille ! Marcel Cachin et Vaillant-Couturier, correspondants de *l'Humanité* à Moscou donnent à leur journal des comptes-rendus officiels du procès ; à la suite de quoi, « dans toute la France, les organisations ouvrières expriment leur fureur contre les assassins trotskistes », écrit la *Pravda*. Dix-sept hommes s'écroulent dans la cave des exécutions, nuques trouées. Sokolnikov et Radek, épargnés, resteront en prison.

La terreur s'est abattue sur tout le parti bolchévik des premières années de la révolution. Une génération entière doit disparaître, car elle ne peut pas ne pas comprendre ce qui se passe et s'opposerait demain, au nom des idéaux reniés, aux desseins du Chef. Les vainqueurs de la guerre civile d'autrefois, murmurent-ils ? Nous croyons savoir que ces hommes de guerre commençaient à en avoir assez des sanglantes intrigues du Secrétaire général et qu'ils songeaient à un coup de force. Le 12 juin 1937, on apprenait que le maréchal Toukhatchevski et sept des généraux rouges les plus illustres, arrêtés quelques jours auparavant, venaient d'être fusillés après un procès secret sans doute imaginé pour le communiqué. La moitié des prétendus juges du maréchal, nommés dans ce singulier document, vont eux-mêmes disparaître à brève échéance. Les *Izvestia* de ce jour accusent les fusillés d'avoir été des agents de l'Allemagne. « Nous connaissons bien, écrit la feuille gouvernementale, l'appétit de loup des cannibales fascistes... Ils rêvaient de la conquête de l'Ukraine... » Pendant toute une journée, Moscou commente l'arrestation du maréchal Vorochilov, commissaire du peuple à la guerre, membre du Bureau politique, mais il reparaît, ayant perdu toute influence personnelle puisqu'il a laissé massacrer tout son grand état-major. Un autre membre du Bureau politique, Roudzoutak, a disparu. Deux des quatre maréchaux restants, Blücher, le commandant en chef de l'armée d'Extrême-Orient, et Egorov, compagnon de jeunesse de Staline à Tsaritsyne, vont disparaître. En mars 1939, on pouvait, pour le haut-commandement de l'armée et de la flotte, dresser le bilan approximatif suivant : avaient disparu, la plupart fusillés sans procès publics, 3 maréchaux sur 5, 27 généraux commandants d'armées, 18 amiraux et contre-amiraux, bref 13 commandants d'armées sur 19 ; 15 commandants de corps d'armées sur 85 ; 110 généraux de division sur 195 ; 202 généraux

de brigade sur 406^[2] ; et 20 à 30.000 officiers d'un rang inférieur sur un total de 80.000 officiers en service actif...

De semblables hécatombes dévastaient les cadres de l'industrie, de l'agriculture, de la littérature, de la diplomatie, de l'administration. Sang sur sang, sang sur sang^[3]... ^[3]

1. ↑ L'accusation qui revient sans cesse dans ces procès est dirigée contre Trotsky, qu'il s'agit de déshonorer à tout prix, en le présentant comme un agent du nazisme. Piatakov dépose que Trotsky s'est entendu avec le gouvernement fasciste allemand après avoir longuement négocié avec Hess... Rappelons qu'une commission d'intellectuels américains, présidée par le professeur John Dewey, a étudié les données des procès de Moscou, longuement interrogé Trotsky à Mexico, consulté ses archives, et conclu à sa non-culpabilité totale : « Not guilty ! »
2. ↑ D'après un article du général Baratier cité par le *Temps* en mars 1939.
3. ↑ Notons parmi les écrivains disparus : Boris Pilniak, l'un des plus grands romanciers de la littérature soviétique, Voronsky, Lélévitch, Gorbatchev, Tarassov-Rodionov, Serge Trétiakov, Alexandre Arossev, Galina Sérébriakova, le dramaturge Meyerhold (sa femme, actrice célèbre en Russie, Zinaïda Reich a péri, mystérieusement assassinée) et quelques serviles journalistes comme Averbach et Michel Koltsov.

Rappelons les noms des diplomates disparus : Michel Rosenberg, accrédité à Madrid et à la S. D. N. ; Krestinski, ambassadeur à Berlin, fusillé ; Karakhane, ambassadeur à Ankara, fusillé ; Iouréniev, ambassadeur à Berlin, disparu ; Bogomolov, ambassadeur à Nankin ; Beksadian, ambassadeur à Budapest ; Davtian, ambassadeur à Varsovie ; Oustinov, ministre à Tallin, suicidé ; Asmus, ministre à Helsinki, disparu ; Antonov-Ovséenko, consul-général à Barcelone, disparu ; Sokolnikov, ancien ambassadeur à Londres et Racovski, ancien ambassadeur à Paris, en réclusion ; Stomoniakov, Stern, hauts-fonctionnaires des Affaires étrangères, disparus ; Boutenko, chargé d'affaires à Bucarest, Barmine, chargé d'affaires à Athènes, Raskolnikov, ambassadeur à Sofia, se réfugièrent à l'étranger et furent mis hors la loi. On ignore ce qu'est devenu Troyanovski récemment ambassadeur à Washington.

XXIII

LE TROISIÈME PROCÈS DE MOSCOU...

Alexis Rykov, le successeur de Lénine à la présidence du Conseil des Commissaires du Peuple, et Nicolas Boukharine, le plus remarquable des idéologues du parti, tous les deux ex-membres du Bureau politique, tous les deux adversaires de la collectivisation agraire, vivent encore. Leur ami Tomski, l'ancien dirigeant des syndicats soviétiques, a fait une fin digne en se tirant une balle dans la tête. Tirés de prison pour comparaître devant le Comité central, en présence de Staline, Rykov et Boukharine s'humilient devant le parti, en appellent au cœur et à la conscience de leurs anciens camarades, refusent de se reconnaître des traîtres... Staline interrompt les exhortations tout de même dangereuses de Boukharine : « Assez ! Qu'on les ramène en cellule ! » et le Comité central décapité l'ovationne. Un procès public paraît indispensable à cause du grand renom de Rykov et de Boukharine ; mais désormais, les vieux révolutionnaires broyés par l'Inquisition lui résistent. Alors, les interrogatoires durent des trois et quatre jours sans que l'accusé puisse dormir, les Inquisiteurs se renouvelant ; quand l'accusé défaille, on le traite (piqûres), on le remet debout, la torture recommence. La rumeur affirme que l'on aurait fusillé sous les yeux de certains les membres de leur famille, en d'autres cas, leurs camarades co-accusés. L'ambassadeur à Ankara, Karakhane, et l'ex-secrétaire de l'exécutif central des Soviets, un compagnon de jeunesse de Staline, Enoukidzé, sont fusillés dans les ténèbres avec nombre d'autres. Il se peut que l'on ait menacé les accusés d'une peine de mort pire, plus lente, que l'exécution habituelle, au revolver. Il est certain qu'on leur a laissé espérer la vie, le retour au travail ; et que l'on a exalté leur patriotisme communiste. Il pleut du sang. Les vieux bolcheviks géorgiens sont massacrés. Boudou Mdivani aurait crié : « C'est moi qui mettrai Staline en accusation ! » L'économiste Préobrajenski disparaît. Tous les chefs des services centraux

du Guépéou sont massacrés Prokofiev, Moltchanov, Volovitch, Pauker, Agranov... Tous traités d' « espions nazis », de traîtres et de terroristes, à commencer par ceux qui ont veillé sur la sécurité personnelle de Staline, comme Volovitch et Pauker.

En mars 1938 s'ouvre enfin selon les rites connus le troisième grand procès, celui de Rykov, Boukharine, Krestinski — ancien Secrétaire du Comité central, puis ambassadeur à Berlin, — Racovsky, ancien ambassadeur à Paris, Fayçoulla Khodjaév ancien chef des gouvernements de l'Asie centrale, Heinrich Iagoda, récemment encore ministre de la police, et de quinze autres hauts-fonctionnaires. Ils avouent beaucoup moins bien que les suppliciés des premières charrettes. Ils s'échappent volontiers vers l'énorme, l'absurde. Tous trotskistes, cela va de soi, agents de l'Intelligence Service, agents de la Gestapo, agents du Japon, ils ont provoqué la famine des années de collectivisation, ils ont préparé l'invasion étrangère et le démembrement de l'URSS, ils ont commis des assassinats... Comme on a trop parlé de terrorisme sans victimes et d'attentats inexécutés, il faut maintenant trouver des assassinés, et l'on en trouve. Le vieux Maxime Gorki, tuberculeux depuis sa jeunesse, est mort d'une pneumonie à soixante-huit ans : c'est que le docteur Lévine, qui soigna autrefois Lénine, l'a tué sur l'ordre de Iagoda... Ces inventions dépassent l'imagination la plus perverse. On fusillera le vieux docteur, on fusillera le Secrétaire de l'écrivain, Krioutchkov, un agent du Guépéou. Le fils de Gorki s'étant énivré, prit froid, mourut : tout cela avait été savamment organisé. Nous apprenons qu'il y avait au Guépéou, sous Iagoda, un laboratoire de poisons. Cela nous fait réfléchir aux morts subites de deux membres du Bureau politique que leurs fonctions amenaient à exercer un contrôle sur la police politique, Ordjonikidzé et Kouybichev, et ceci n'est plus de l'imagination... Au début du procès, un incident significatif a failli en provoquer l'effondrement. Krestinski, très myope, une petite barbe en pointe, un front haut et blême s'est redressé et a crié : « Je suis innocent ! Je suis fidèle au parti ! Je n'ai rien fait de ce dont on m'accuse ! » Et le procureur Vychinski, désarçonné, a commis la forte gaffe : « Vous n'affirmerez tout de même pas que l'on vous a fait violence à l'instruction ? » — « Si, dit fermement le diplomate, c'est justement ce que j'affirme. » On interrompit l'interrogatoire et, le jour suivant, le même Krestinski s'avoua coupable.

Quelque chose s'était passé dans la nuit... Comme dans les précédentes affaires, aucune preuve matérielle n'est jamais produite ; aucune allégation précise n'est jamais détaillée, débattue ou vérifiée. Des personnes mises en cause à l'étranger, Théodore Dan, Magdeleine Paz, Alfred Rosmer, Émile Buré, le Bureau des passeports norvégien, le gouvernement britannique envoient démenti sur démenti, sans le moindre effet. Le délire continue, mêlant à l'absurde et à l'impossible des faits réels, comme des fuites de centaines de milliers de dollars dans les services économiques à l'étranger, avouées par Rosengoltz ; cet argent a probablement servi à alimenter des propagandes officielles... Certaines grossières explications politiques du procès sautent aux yeux. Changorovitch, ex-secrétaire du parti en Russie blanche où deux gouvernements successifs viennent d'être emportés par les suicides et les exécutions, s'accuse d'avoir provoqué des épizooties, des récoltes déficientes, la famine... Or on a fusillé sans procès Tchéboldaév, qui dirigea la collectivisation au Caucase septentrional, et Golostchékine qui la dirigea en Asie centrale ; Postychev, qui la dirigea en Ukraine, disparaît comme Eikhé qui la dirigea en Sibérie occidentale. Ainsi Staline rejette la responsabilité de la famine sur ses sous-ordres et s'en débarrasse... Le régime qu'il a infligé aux nationalités musulmanes fait naître chez elles des tendances séparatistes : il en rejette la responsabilité sur les gouvernements locaux, formés contre toute vraisemblance d'agents de l'Intelligence service britannique... Boukharine, le pistolet sur la nuque, fait preuve d'un étrange courage et livre le dernier combat de sa vie de façon à permettre aux historiens de s'y retrouver. Si tronquées qu'elles soient dans les comptes-rendus publiés, ses dernières déclarations sont saisissantes. Bien entendu il s'accuse, jouant le jeu jusqu'au bout pour un parti qui le tue, mais qui reste le sien, pour un régime effroyable, mais en lequel il garde un dernier reste de foi. « Nous avons subi, dit-il, une dégénérescence qui nous a amenés à une sorte de fascisme prétorien de paysans enrichis... » Les parvenus de la révolution sont bien cela, des paysans enrichis devenus prétoriens. « Pour quelle cause mourras-tu ? » s'interroge Boukharine et il répond : « J'aperçois tout à coup, avec lucidité, un vide noir... » En effet, si la bataille sans merci pour le socialisme a conduit la révolution à un fascisme de prétoriens, tout est mis en échec, les plus hautes espérances sont compromises, il ne reste plus qu'à « s'agenouiller quand même, désespérément, devant le parti et le pays ».

C'est le cri d'un patriotisme communiste nourri de son propre désespoir. Rykov, Rosengoltz, Boukharine ne sollicitent pas de clémence. Sauf Sokolnikov et Racovski, condamnés à dix années de réclusion, tous s'en vont à la mort. Staline n'a plus de rivaux.

XXIV

RÉUSSITES EN CHINE, DÉFAITE EN ESPAGNE

Aux deux extrémités de l'Eurasie, l'URSS poursuit cependant, sous la direction du « Pilote génial » une politique étrangère dont l'objet essentiel est de détourner la guerre de ses propres frontières. Depuis 1928 des armées rouges chinoises, encadrées d'instructeurs russes, défendaient quelques territoires soviétisés, principalement dans le Kiangsi. Vers le moment où l'URSS fut admise à la Société des Nations et où la III^e Internationale passa à la politique des « fronts populaires », les communistes chinois reçurent de Moscou l'ordre d'abandonner les territoires qu'ils occupaient et de se replier vers l'intérieur de la Chine, dans des régions de steppes par lesquelles passent les routes qui vont de la Chine au Sinkiang ou Turkestan chinois — en voie de soviétisation — et de la Chine à la Mongolie extérieure soviétisée. Sous le commandement de Mao-Tsé-Dzioun, 90.000 hommes commencèrent en 1934 cette étonnante retraite à travers trois mille kilomètres de territoires à vol d'oiseau, dix mille kilomètres de routes à franchir en réalité. Ils arrivèrent 45.000 dans le Chansi, en 1936, mettant ainsi au cœur de l'Asie une force militaire magnifiquement aguerrie à la disposition du Bureau politique.

Dans le nord de la Chine, le jeune maréchal Tchang-Sue-Liang tenait la campagne contre les Rouges, pour le gouvernement de Nankin. Il entra en contact avec l'adversaire, attira le maréchal Tchang-Kai-Shek dans son quartier général en décembre 1936, le fit prisonnier... Tchang-Kai-Shek sortit de cette captivité, qui faillit lui coûter la vie, pour changer radicalement l'orientation de sa politique, s'allier aux communistes contre lesquels il dirigeait des « guerres d'extermination », accepter leur collaboration, leur attribuer des postes importants et faire au Japon la guerre

« de libération nationale » qu'ils préconisaient^[1]. Le 21 août 1937 un pacte de non-agression fut signé entre l'URSS et la Chine. « Il est certain, écrit un ami de la Chine, M. Jean Escarra, que l'URSS fournit à la Chine une aide substantielle en matériel et en munitions, encore que les communications entre les deux pays soient longues et difficiles...^[2] » En novembre dernier, la revue officielle du Comité central de Moscou, *Le Bolchévik* présentait Mao-Tsé-Dzioun et les communistes comme les véritables animateurs de la résistance nationale en Chine. Nous savons d'autre part que des prétendus complots trotskistes ont été réprimés dans les armées rouges de Chine et que les interventions du Guépéou à Hankéou ont, il n'y a pas si longtemps, soulevé les protestations du corps consulaire de cette ville. On peut conclure que la politique de Staline a largement réussi en Chine puisque l'état de guerre entre la Chine et le Japon a détourné des frontières soviétiques la menace japonaise, affermi en Chine même l'influence du Komintern et de l'URSS, assuré des marchés aux industries de guerre soviétiques, permis à l'URSS de continuer sans difficulté sa pénétration dans le Sinkiang.

À partir d'octobre 1936, Staline tente à l'autre bout du continent, à Madrid, à Valence, à Barcelone une autre aventure...

Pendant les deux premiers mois de la guerre civile, Staline n'avait pas songé à intervenir en Espagne. Son parti n'y sortait pas de l'insignifiance. En octobre-novembre, le Chef se décide. Une campagne de meetings révèle en lui l'homme providentiel appelé à sauver le peuple espagnol du fascisme. S'il y réussit, une gloire nouvelle effacera le sang qu'il achève de verser dans son propre pays. Une République espagnole vassale du Kremlin le fortifiera tant vis-à-vis de Paris et de Londres que vis-à-vis de Berlin et de Rome. Le calcul ne manque pas d'ampleur, mais la directive donnée aux fonctionnaires et aux généraux qui partent pour la péninsule manque de courage : « Tenez-vous hors portée des canons. » L'URSS va fournir à la République des avions, du matériel de guerre, des vivres, des techniciens, des généraux, des policiers ; en revanche, elle se fera livrer une grande partie de la réserve d'or de l'Espagne ; ses représentants, servis par le nombreux personnel d'un parti communiste espagnol de plus en plus envahissant, étendront peu à peu leur contrôle sur l'état-major, la police politique, la censure, l'espionnage et le contre-espionnage, les finances, bref

sur tous les rouages vitaux de l'infortunée république. Stachevski, représentant commercial de l'URSS à Barcelone, contrôlera les finances, Berzine, l'armée, Orlov (de son vrai nom Nikolski), des services secrets de l'armée, Michel Koltsov inspirera la presse communiste et communisante, le général Kléber (de son vrai nom Stern, un Bukovinien) commandera les brigades internationales, Antonov-Ovsénko exercera son influence sur le gouvernement catalan. Sous la pression des communistes un puissant parti « socialiste unifié », le PSUC, affilié à la III^e Internationale, se forme en Catalogne et y participe plus que nul autre au gouvernement ; le cabinet Largo Caballero, pour leur avoir résisté, est réduit à démissionner et l'on voit se former le cabinet Negrin au sein duquel les communistes exercent une influence majeure ; le Parti Ouvrier d'Unité Marxiste, — le POUM, — est mis hors la loi, son leader, Andrés Nin, enlevé et assassiné par les hommes d'Orlov. Le parti communiste a ses prisons secrètes, pourvues de chambres de torture ; il procède à des exécutions secrètes, à des enlèvements mystérieux comme ceux du jeune socialiste Marc Rhein, fils d'un leader menchévik russe, d'Erwin Wolf et de Kurt Landau qui collaborèrent avec Trotsky. Des Russes assistent aux interrogatoires des antifascistes arrêtés et leur demandent ce qu'ils pensent de la haute sagesse de Staline. Le consul général de l'URSS à Barcelone exige de la CNT qu'elle mette fin à la propagande de l'anarchiste Berneri, antistalinien, et Berneri meurt assassiné. Un décret interdit à la presse de formuler des critiques à l'égard de l'URSS ; quiconque en formule à haute voix n'est plus sûr de sa vie. Au front, les antistaliniens risquent la balle dans le dos, en prison, ils risquent le peloton d'exécution, à la ville, ils risquent le camp de concentration... Nous connaissons sur ce chapitre trop d'histoires à peine croyables, comme celles des tortures infligées aux prisonniers de la Santa Ursula à Valence, des exécutions de combattants suspects dans les brigades internationales, de faux documents forgés pour perdre des hommes irréprochables, de fonds détournés... Le leader socialiste Indalecio Prieto, ministre de la défense nationale dans le cabinet Negrin, a relaté comment les communistes l'évincèrent du pouvoir parce qu'il refusait de prendre les ordres de leur Bureau politique ; comment les Russes s'emparèrent malgré lui du contre-espionnage intérieur pour s'en faire un moyen de gouvernement ; comment ils lui arrachèrent des mains la direction de

l'aviation et, par moments, de la marine. D'autres témoignages nous les montrent refusant obstinément des armes à la Catalogne qu'ils ne tiennent pas assez en mains. On peut dire sans craindre d'exagérer que la dictature occulte des agents de Staline sur la République espagnole a été, pour celle-ci, le pire facteur de déchirement, de démoralisation et de défaite...

La défaite consommée, Staline ne devait pas manquer de l'imputer à ses agents, de les mettre en accusation devant son Inquisition et de les faire disparaître. Michel Rosenberg avait été ambassadeur de l'URSS à Madrid : disparu. Disparu, Antonov-Ovséenko, consul-général à Barcelone ; disparu, le journaliste Michel Koltsov ; disparu, le général Kléber ; disparu, Stachevski. Disparu, le général Berzine. Le mot *disparu* a ici son sens russe, qui est à peu près l'équivalent de *fusillé on ne sait où, on ne sait quand*...

L'or espagnol reste dans les caves de la Banque d'État de Moscou.

1. [↑](#) Une relation détaillée de ces incidents et de ces événements a été donnée par M. Edgar Snow, correspondant du *Daily Herald* de Londres, dans *Red Star over China* (Gollancz édit.).
2. [↑](#) J. Escarra, *L'honorable paix japonaise*, Grasset édit.

XXV

LE PACTE AVEC HITLER

Pendant ces années, l'URSS fait « la politique de paix de Staline ». Le Chef a dit, on le répète sans fin : « Nous ne voulons pas un pouce du territoire d'autrui ; nous n'en céderons pas un du nôtre. » Les diplomates, instruits par le Politbureau, préconisent dans les capitales d'Occident la sécurité collective et la résistance aux agressions fascistes... Quand, en septembre 1938, éclate la première crise européenne, close par les accords de Munich, Moscou observe une expectative prudente, mais les partis staliniens, en France, en Grande-Bretagne, en Tchécoslovaquie chauffent l'opinion, poussent à la guerre contre le fascisme. Ils accableront ensuite de leurs sarcasmes les hommes d'État qui ont maintenu la paix à Munich, — les Munichois, disent-ils. Après la fin de la Tchécoslovaquie, les avances de MM. Maïski, ambassadeur de l'URSS à Londres, et Litvinov sont telles que des négociations s'engagent pour une alliance entre Londres-Paris et Moscou... Elles semblent en bonne voie ; des missions militaires britannique et française s'entretiennent à Moscou avec le maréchal Vorochilov qu'entourent les ombres des généraux rouges fusillés... Dans son grand discours au XVIII^e congrès du parti, en mars 1939, Staline a cependant parlé avec une massive ambiguïté pour dire que l'URSS ne fera que son propre jeu et reprocher textuellement à la France et à l'Angleterre de vouloir faire plutôt une politique de compromis avec l'agression fasciste qu'une politique de résistance à celle-ci.

En réalité, des recoupements probants nous portent à croire que, dès le printemps, tout en négociant au grand jour avec les puissances démocratiques, Staline négocie beaucoup plus effectivement, dans un secret total, en dehors même du gouvernement soviétique, avec le III^e Reich. Hanté par la peur de la force allemande, il n'a jamais renoncé à se la

concilier ou à lui tendre un piège. Si ses agents poussent à la guerre idéologique, excitent le sentiment national, dénoncent les « Munichois » en Occident, c'est qu'un conflit entre le III^e Reich et l'Occident soulagerait Staline de quelques graves soucis. Il souhaiterait à la guerre européenne un abcès de fixation quelque part sur le Rhin ou en Champagne, c'est secondaire ; alors l'Ukraine serait tranquille. En présence de la technique et de l'organisation allemandes, l'URSS stalinienne demeure un pays agricole très arriéré, avec des populations mécontentes, des minorités nationales tendant au séparatisme, une constante disette, des transports lamentables, une armée sans généraux. La fin essentielle de la politique de Staline sera donc de détourner la guerre de ses frontières, vers d'autres frontières évidemment. Jamais les négociations secrètes entre le Führer et le Chef génial n'ont été tout à fait interrompues ; on a fusillé en Russie plusieurs personnes qui y ont participé, et de ce nombre l'ambassadeur Iouréniev, compromis par un déjeuner à Berchtesgaden. Elles aboutissent au moment où la défaite de l'Espagne républicaine paraît acquise. Tandis que les derniers combattants de Castille et de Catalogne se font tuer, des échanges de vues ont lieu entre l'état-major soviétique et l'état-major allemand, si bien qu'en mars, quand Vorochilov vante, au XVIII^e congrès, la puissance militaire de l'URSS, c'est en authentifiant les renseignements publiés sur ce sujet par une revue allemande, la *Deutsche Wehr*.

La propagande communiste n'en continue pas moins à dénoncer en toutes langues la barbarie fasciste et nazie ; en Russie, les Allemands sont traqués, l'on continue à fusiller de prétendus « agents de la Gestapo », les publications ressassent sans lassitude, textes de Staline à l'appui, que « le fascisme allemand est un chauvinisme bestial, un système de banditisme politique, un système de provocations et de torture par rapport à la classe ouvrière, aux paysans, aux intellectuels... C'est une barbarie moyenâgeuse... C'est contre les autres peuples le système de l'agression sans vergogne et de la haine animale... Le nazisme est le fauteur de la guerre impérialiste... » Les textes de ce genre fourmillent, ils sont officiels, ils inspirent des romans, des poèmes, des films, des caricatures jusqu'au 23 août 1939. Car ce jour-là paraissent en première page de tous les quotidiens soviétiques des clichés qui montrent le camarade Molotov signant un traité de non-agression avec le III^e Reich ; derrière lui sourient

au photographe, côte à côte, le camarade Staline et M. von Ribbentrop, envoyé extraordinaire de M. Hitler. Le pacte est conçu en termes tels qu'il faut bien l'appeler un pacte d'agression contre la Pologne. Hitler et Staline ont suivi la pente du moindre effort : s'attaquer au voisin commun le plus faible.

Il paraît certain que la signature du pacte avec Staline a levé les dernières hésitations d'Hitler concernant l'invasion de la Pologne et qu'il faut donc y voir, dans l'immédiat, le point de départ de la guerre européenne. Sans doute, l'armée soviétique ne devait-elle entrer, pour participer au démembrement de la Pologne, que dans un pays déjà dévasté par la Reichswehr. Mais le 31 octobre 1939, parlant au Conseil suprême de l'URSS, Molotov disait qu'il avait suffi, pour anéantir « la Pologne, ce monstre enfanté par le traité de Versailles, d'un coup bref de l'armée allemande d'abord, de l'armée rouge ensuite ». Et d'expliquer que « la notion de l'agression venait d'acquérir un sens nouveau... » On s'en doutait un peu. Staline lui-même en mars déclarait devant le Congrès du parti : « Nous sommes pour la défense des peuples victimes d'agressions et qui luttent pour l'indépendance de leur patrie » ; maintenant, en septembre, il livre la Pologne ethnique tout entière à l'invasion nazie. Le 22 décembre il télégraphiera à M. von Ribbentrop que « l'amitié des peuples allemand et russe est scellée dans le sang... » Il a fallu beaucoup de sang, en effet, pour la sceller et pas seulement en Pologne.

Mais alors pourquoi toutes ces exécutions de personnes accusées de pactiser avec l'Allemagne ? Pourquoi ces aveux extravagants, ces réquisitoires pires, ces massacres sans cesse recommencés ? La simple connaissance du passé permet de conclure que Staline a exterminé la vieille génération révolutionnaire parce qu'elle se fût opposée à la volte-face qu'il accomplit en ce moment au nom d'un régime totalitaire devenu fascisant.

Dans l'entre temps les petits pays baltes, Estonie, Lettonie, Lituanie acceptaient de recevoir des garnisons soviétiques. Les colons allemands établis là depuis des siècles fuyaient par milliers. Staline remportait sans tirer un seul coup de feu une victoire de fait sur son allié le III^e Reich évincé de la Baltique... Il offrit à la Finlande un pacte de sécurité et d'amitié auquel la présence de ses troupes sur quelques points stratégiques de la petite république scandinave eût conféré une solidité particulière... Il

revit pendant les négociations, au Kremlin, un vieux socialiste finlandais, Tanner, qui l'avait hébergé autrefois, au temps de l'illégalité révolutionnaire. Se souvint-il à ces moments des propos de Lénine, sur la Finlande, ce petit pays, « l'un des plus avancés du monde, pays républicain en réalité » (*Lettre de Zurich*, 1917) dont « les ouvriers marcheront vers le socialisme à leur façon » ? Pas sous la botte de l'étranger, par conséquent... Il oubliait jusqu'à son propre slogan : « Nous ne voulons pas un pouce du territoire d'autrui », sans parler des reconnaissances prodiguées à l'indépendance finlandaise, sans parler d'un pacte de non-agression conclu avec Helsinki... Il se fit photographier pour les journaux, massif, avec son petit sourire bridé, aux côtés d'autres personnages pleins de suffisance, derrière un Kuussinen affaissé sur le traité d'amitié qu'il signait avec l'URSS tout comme il eût signé des aveux avant de se faire dépêcher... Ainsi, il n'y aura pas de guerre avec la Finlande, bien que Helsinki soit couverte de ruines et de sang. Le Chef des peuples a trouvé ce stratagème génial consistant à improviser un gouvernement finlandais avec des émigrés communistes finnois réfugiés, à dire vrai, dans les prisons de Moscou. Car il faut donner ici ce détail : il a fait fusiller ou disparaître en 1938 la plupart des dirigeants du Komintern, les Allemands Heinz Neuman, Remmele, Werner Hirsch, Schulte, Schubert, le Hongrois Béla-Kun, les Polonais Warsky, Sokhatsky, Jarsky, Valetsky, Lensky, Bronkovsky, les Finlandais Manner, Mekkinen, Hulling — et nous ne nommons que des hommes connus, membres de Comité centraux, vétérans du mouvement ouvrier. Il avait au début de 1938 fait prononcer par la III^e Internationale la dissolution du parti communiste de Pologne et vers la même époque fait disparaître tous les survivants de la révolution finlandaise de 1918 sauf Otto Kuussinen, secrétaire du Komintern, vieil agent de la police politique, complice de la suppression de tous ses camarades. Maître absolu d'un demi-continent peuplé de 183 millions d'habitants, le « Chef bien-aimé des travailleurs de l'univers, l'homme le plus humain qui soit né dans les siècles » jette maintenant son armée motorisée, sur une petite république de 4 millions d'âmes. La nuit polaire couvre des landes glacées où vivent des Lapons, éleveurs de rennes ; des parachutistes y tombent du ciel noir, l'arme automatique au poing. Des petits paysans des Russies tuent et se font tuer dans le froid inhumain pour offrir au Chef une victoire, quelque part

vers le golfe de Bothnie, à l'occasion de ses soixante ans, le 21 décembre 1939. Des généraux menacés d'une balle dans la nuque — et ils l'auront... à la poursuite d'un communiqué retentissant, lancent leurs troupes dans un pays sans routes, sans ravitaillement possible et la victoire leur échappe, malgré la disproportion des forces, parce que les envahisseurs sont, autant que les envahis, des victimes du despotisme... Il n'importe ; on prendra des sanctions et l'on recommencera. On fait, en attendant, une campagne de meetings dans les usines, pour y dénoncer « l'agression finlandaise » ; on apprend aux soldats qu'ils sont « les libérateurs de la Finlande » ; on cache au public soviétique que le parlement finlandais a une majorité de socialistes et de paysans (85 députés socialistes et 56 députés paysans sur 200 représentants) et que c'est contre le plus authentique des « fronts populaires » que l'URSS fait donner son artillerie. On cache qui est Kuussinen, officiellement appelé « monsieur... » On ment tellement que l'on finit par se mentir à soi-même. Le « Chef bien-aimé » s'y retrouvera toujours.

XXVI

IL EST L'AIGLE, ET LA MONTAGNE ET LE SOLEIL...

Après chaque procès suivi d'exécutions, après chaque calamité publique réduite à coups d'impitoyables sacrifices et de mensonges de propagande, il lui faut des apothéoses. Nous avons décrit ces ovations des congrès, prolongées un quart d'heure entier et dont on se demande comment elles finissent ? Car quelqu'un doit cesser le premier de battre des mains en cadence et quel est celui qui se le permet dans cet enivrement de servilité ? Nous parcourons la *Pravda* du 21 décembre 1939, consacrée à son 60^e anniversaire. Le numéro a 12 pages grand format, 72 colonnes de texte desquelles 71 sont consacrées à la louange du Chef et une seule à ce qui se passe dans le monde, la dernière. Six lignes grises sur les batailles de Finlande...

Un oukaze le nomme « héros du travail socialiste » et lui décerne l'ordre de Lénine. L'éditorial l'appelle « le plus grand homme de ce temps, notre drapeau, notre bonheur », ce qui est modeste. Le gouvernement le remercie « d'être le créateur de la constitution la plus démocratique du monde, sous le soleil de laquelle », et coëtera... L'Exécutif du Komintern le loue d'avoir bien « défendu la cause de la paix » ! « Vous incarnez l'amour du peuple ! » s'exclame le Présidium du Conseil Suprême. Molotov montre en lui « le Chef du bolchévisme, le Chef des peuples de l'URSS en qui les travailleurs du monde voient le Chef du communisme mondial, digne continuateur de Lénine ». Vorochilov expose en six colonnes bien tassées combien il dépasse tous les grands capitaines de l'histoire. Lazare Kaganovitch intitule ses six colonnes : « Le grand mécanicien de la locomotive de l'histoire. » Le Conseil Supérieur de l'armée rouge déclare : « Au cri de *pour Staline* ! les régiments de l'armée rouge sont allés au combat et ont vaincu les

ennemis de la patrie et du socialisme. Au cri de *pour Staline !* notre armée vaincra toujours l'ennemi quel qu'il soit. » Le cri magique n'y suffit-il point ? Malheur à qui en douterait ! Le Comité central d'Ukraine loue sa « direction géniale ». Mikoyan, membre du Bureau politique, cite Henri Barbusse « qui exprima les sentiments et les pensées des travailleurs de l'humanité entière, en écrivant » : « C'est l'homme le plus grand et le plus important de notre époque. Sa haute stature domine l'Europe, l'Asie, le passé et l'avenir... Il a la tête d'un savant, le visage d'un ouvrier, le vêtement d'un simple soldat... Il est de fer... Il est d'acier... Inflexible et souple comme l'acier (*sic*)... C'est Lénine vivant. » Au nom des travailleurs des kolkhozes Andréev, membre du Bureau politique, remercie le « créateur du bonheur humain, l'inspirateur et l'organisateur de la vie nouvelle... » Le Conseil central des Syndicats loue sa « géniale perspicacité » et le remercie d'avoir donné aux peuples soviétiques « la joie, le bonheur, le triomphe du socialisme ». Khroustchev, secrétaire du Comité central d'Ukraine, énumère les victoires du Chef et fait imprimer en caractères gras : « Staline est le père du peuple en son amour du peuple. Staline est le Chef des peuples en sa sagesse... » Lavrentii Béria, le successeur de Iagoda, fusillé, et de Éjov, disparu, à la tête de la répression, écrit sur trois colonnes : « C'est le théoricien le plus profond de notre époque, le stratège et le tacticien génial de la révolution prolétarienne. » Malenkov, ex-secrétaire du Secrétaire général vante en lui « l'éducateur des cadres du bolchévisme ». Le Comité central des Jeunesses déborde de lyrisme : « Grand jour de joie... La jeunesse soviétique libre et heureuse... Notre père, notre chef, notre maître ! » Que l'on nous excuse si c'est toujours la même chose, si cela devient un accablant radotage. « Pilote génial du pays du socialisme, sage chef des travailleurs du monde, notre cher Joseph Vissarionovitch Staline ! » (Comité central de Géorgie). Il vient de ces messages de toutes les villes, des écoles, des hôpitaux, des gouvernements locaux, des syndicats, du C. C. de Kirghisie, du gouvernement de Turkménie, du Comité des compositeurs de musique, des travailleurs de l'alimentation d'Oudmourtie, du Comité Exécutif de l'Altaï, des travailleurs de Bouriat-Mongolie, des Juifs du Birobidjan, de l'Association des écrivains soviétiques. Continuez cette liste jusqu'où vous voudrez. Chvernîk, du Comité central des Syndicats loue chez Staline « l'amour des hommes ». Grâce à lui, Papanine et ses compagnons

d'exploration polaire ont été sauvés. « Il entoure les enfants de sa tendresse... Dans tous les coins du pays les enfants disent, écrivent, chantent : Merci, grand Staline, de nous avoir donné une joyeuse enfance ! » Chkiriatoï cite le discours d'une paysanne de Rovno, territoire récemment annexé, qui remerciait Staline « au nom des peuples libérés » : « Grand chef d'un grand peuple qui nous donne la vie et le bonheur, qui nous traite comme un père, comme un père attentionné, que sa gloire soit grande ! Gloire éternelle et longues années à notre ami cher, au libérateur des peuples du monde entier, dont le nom est glorieux dans toutes les contrées, gloire à celui qui s'élève comme une montagne dans le ciel, gloire à notre camarade Staline ! » Chkiriatoï commente : « Oui, Staline s'érige pareil à la plus haute montagne, mais il n'y a pas au monde de montagne, de roc abrupt que l'univers entier voie comme il voit Staline. » Où s'arrêtera cette surenchère verbale ? Deux secrétaires montrent en Staline « le guide et l'ami de l'humanité ». Ils terminent ainsi : « L'aigle plane haut, voyant ce que l'on ne voit pas dans la vallée, et il guide hardiment l'humanité vers le communisme. » Il est l'aigle et il est la montagne. Il est aussi le soleil, l'aviateur Tchkalov l'a dit autrefois, les *Izvestia* l'ont répété. Dimitroï, dans un long papier filandreux qui n'est qu'une déclaration de guerre à mort aux partis socialistes^[1], nomme Staline soixante-dix fois, nous les avons comptées...

... Que sera-ce quand arrivera la louange de l'Orient ! La *Pravda* du lendemain 22 décembre cite dans son éditorial des vers du barde Djamboul :

Mon cœur et mes pensées sont à la constellation du Kremlin,
Staline, appui et soleil des humains, Chef de ma grande puissance aux peuples nombreux...

Nous connaissons des poèmes dans lesquels on l'adore parce qu'il a « créé l'homme et fécondé la terre », parce qu'il « fait pousser les fleurs ». Des Mongols révèlent en lui « la source de la tendresse » et le « Sage Chef-Géant » (*Pravda* du 15 déc.). « Ta pensée est profonde et brillante comme l'éclair ! Vis donc mille années, camarade Staline ! » tel est le vœu du Comité central de Turkménie... D'un bout à l'autre du continent russe, des assemblées récitent ces litanies abêtissantes, étouffantes, sans fin recommencées tout le long des années...

Ainsi s'affirme tenacement la psychologie élémentaire du despotisme. Les Césars — surtout ceux de la décadence — étaient divins, les pharaons, fils du soleil, les empereurs de Chine, fils du ciel, les shahs de Perse rois des rois ; les autocrates des Russies se faisaient appeler « petit-père le Tsar... » Mais ils n'avaient pas à leur disposition tant de rotatives actionnées par l'électricité pour imprimer ça tous les jours dans les cerveaux de quatre-vingt-dix millions d'adultes...

1. [↑] Dans tout ce fatras pas une ligne contre le fascisme ! L'antisocialisme succède à l'antifascisme.

XXVII

ET IL A PEUR...

Les causes sociales de ce drame, nous ne ferons que les indiquer. Elles dominant de très haut le Chef, devenu, qu'il l'ait voulu ou non, l'accomplisseur d'événements qu'il marque, sans doute fortement, de son empreinte sanglante mais qui le poussent et le dépassent à la fois. Il est arrivé qu'une révolution, faite par des millions de pauvres gens dans un esprit égalitaire, avec une idéologie socialiste, ayant remporté une victoire complète, s'est trouvée confisquée par les parvenus qu'elle avait installés dans tous les rouages du nouvel État, et d'abord dans ceux du parti révolutionnaire. L'inexistence de traditions et d'institutions démocratiques, la faiblesse numérique de la classe ouvrière, l'ignorance et la pauvreté générales permirent au régime des parvenus de se consolider en tirant parti des nouvelles forces morales ; l'abolition de la propriété privée des moyens de production, de transport et de répartition mettait, dans ces conditions, tous les leviers de commande de l'économie entre les mains de l'État, et il en résultait une formidable machine totalitaire. Ce n'était plus une société capitaliste ; ce n'était pas, ce n'est pas non plus — très loin de là — une société socialiste puisque l'on découvrait que la propriété gérée par des bureaucrates, pouvait être à son tour un moyen infiniment puissant d'exploitation du travail. Que l'on nous permette de ne pas alourdir cet essai de statistiques et de rappeler seulement ici les conclusions d'autres études. Sur une population de 183 millions d'âmes aujourd'hui, l'URSS compte 15 % tout au plus de privilégiés jouissant d'une aisance moyenne : fonctionnaires, cadres de l'armée, de la marine, de la police politique, administrateurs de la production, dirigeants de l'agriculture collectivisée, techniciens et intellectuels, aristocratie ouvrière hautement qualifiée. Les autres 85 % de la population vivent dans une indigence chronique, avec des salaires inférieurs en général à ceux de l'ancien régime et à ceux des années

1926-1928. Se procurer une paire de chaussures est toujours un problème ; la crise du logement est telle, dans le pays entier, que l'immense majorité de la population ne dispose que d'une chambre par famille. Une sourde lutte qui se traduit en toutes choses dans la vie quotidienne met sans cesse en présence les 85 % de déshérités et les 15 % de privilégiés, qui se sentent des usurpateurs, incultes au surplus, souvent incapables de diriger ce qu'ils devraient savoir diriger pour justifier leur existence. De là les innombrables affaires de sabotage. Le régime vit sur des rapports forcément mensongers puisqu'il est interdit de dire la vérité ; il impose des plans inexécutables sans permettre la moindre objection, faisant ainsi aux directeurs des entreprises une situation de candidats perpétuels à la prison ; et ils y vont. La démonstration est faite que la production socialisée a besoin, pour fonctionner normalement, de liberté humaine. Considéré dans son ensemble, cet État extrêmement puissant fait penser à un athlète atteint d'une maladie du cœur susceptible de l'abattre d'une heure à l'autre.

**

Le portrait physique de Staline, on le connaît bien. Ce front bas sous la chevelure drue, ce visage plutôt carré, charnu, barré d'une forte moustache, où les yeux sont petits, sans lumière, donnent une impression d'assurance têtue : rien de plus. Il a la parole maladroite, le débit monotone, un fort accent géorgien. Il s'est fait un costume d'une simplicité voulue, tunique d'allure militaire à col montant, bottes. La tunique est blanche l'été, vert foncé, comme les uniformes, dans les autres saisons ; et ce vêtement lui maintient le type d'un sous-officier.

Depuis sa jeunesse, nous l'avons vu, un complexe d'infériorité le tenaille. Il se sent, se sait mal doué, inférieur, quant aux capacités à tous les hommes marquants qu'il rencontre et que son énergie le porte à jalouser, à envier, à détester parce qu'ils valent plus que lui. L'intrigue le suit dès ses premiers pas ; on ne lui connaît pas une amitié ; mais avec une persévérance terrible, il a envoyé à la mort tous ceux qu'il avait depuis une quarantaine d'années connus, suivis, écoutés, jaloués : les compagnons de Sibérie comme ceux du Caucase, les compagnons de la persécution comme ceux du pouvoir, tous, tous, les obscurs comme les illustres. Il nous apparaît dominé par la

haine du médiocre pour ceux qui lui sont naturellement supérieurs. Et le mot de Trotsky nous revient à la mémoire : « C'est la plus grande médiocrité de notre parti. » Ce mot, prononcé vers 1925, le Géorgien ne l'a jamais pardonné.

Dans la poursuite de ses desseins, vis-à-vis des hommes, il fait preuve d'une extraordinaire ténacité, de perfidie, de souplesse et finalement de dureté. Qualités classiques du politique dans le despotisme oriental. Il nous est arrivé de le définir, pour faire image : « Un grand vizir, qui se croirait socialiste, de la Perse du XIII^e siècle... » Sa manière consiste à collaborer pour tromper, à mentir avec art jusqu'au moment où, le double jeu mené en secret ayant porté ses fruits, il se démasque avec plus de brutalité encore que de cynisme. Il flatte Zinoviev et Kaménev, en les encourageant à évincer Trotsky, puis il les joue, les berne, les renverse d'un croc-en-jambe ; il flatte alors Rykov et Boukharine, allant jusqu'à dire au pauvre Boukharine : « Toi et moi nous sommes des Himalayas ! Les autres, bah ! » — puis, il les manœuvre, les joue, les berne, les vainc sans vrai combat... Il mène parallèlement, des mois durant, les négociations amicales avec Londres et Paris — tout en stimulant dans le monde entier l'agitation antifasciste — et les négociations secrètes, absolument secrètes avec Hitler que sa presse dénonce chaque jour comme « la Brute fasciste ». La négociation publique lui sert à dépister l'observation et à faire chanter le partenaire dans la négociation occulte. Il joue sur les deux échiquiers, atteint son but, et se démasque alors sans scrupules.

En tout ceci, la ruse supplée à l'intelligence, l'infériorité morale au talent. Le tricheur a-t-il grand mérite à gagner au jeu ? Ne se sachant pas capable de gagner dans les règles, qui sont celles de l'intelligence, de la vérité, de la loyauté, du dessein politique, de vaste envergure, Staline triche toujours. C'est sa seule ressource. Voué d'ailleurs à un empirisme grossier, qui l'amène à essayer successivement des solutions contraires, à préconiser en 1925 la consécration de la propriété privée dans l'agriculture, à décréter la collectivisation en 1930, à railler la S. D. N. puis à y adhérer, à dénoncer la barbarie nazie puis à collaborer avec elle. Il va d'expédient en expédient, encaissant les échecs comme un boxeur encaisse un swing, sans ciller, mais humilié en son for intérieur, et se retournant avec haine contre ses instruments, dont il fait des boucs émissaires tant par calcul politique que

pour les châtier du crime insupportable d'avoir vu le plus souvent plus clair que lui.

De là pour lui une sorte de fatalité. Sa démarche dans les grandes affaires politiques rappelle celle de l'homme ivre qui chancelle tantôt à gauche tantôt à droite. Manquant d'imagination, d'idées, de principes directeurs, il devient le jouet des circonstances, ne trouve des idées que chez ses adversaires, ne juge autrui que d'après lui-même, réduit à appliquer en 1929 le programme d'industrialisation qu'il repoussait auparavant, réduit à déclarer la guerre aux paysans après avoir refusé de taxer davantage certains d'entre eux, imputant à ses rivaux l'intention de les tuer et les faisant lui-même assassiner, décrétant le massacre d'hommes qu'il accuse de pactiser avec le nazisme parce que lui-même rêve d'un pacte avec Hitler...

Son inhumanité déconcerte, qu'il s'agisse du sang des coolies de Canton, versé au signal, pour le communiqué, de l'exécution d'hommes qu'il tutoyait depuis vingt ans et plus, ou des bombardements inutiles de Finlande. L'explication psychologique en est dans le mépris des hommes, seul refuge de l'homme rongé par un complexe d'infériorité qui veut échapper au mépris de lui-même. Pas un chef d'État de ce siècle n'a ordonné tant de supplices, massacré avec tant de persévérance, en si grand nombre, ses camarades de naguère, ses collaborateurs, ses soutiens, ses frères. Pas un, que nous sachions, pas même l'Hitler du 30 juin 1934 n'a prononcé un mot comparable à celui de Staline : « Un soir d'été, en 1923, causant à cœur ouvert avec Dzerjinski et Kaménev, Staline aurait dit : *Choisir la victime, préparer minutieusement le coup, assouvir une vengeance implacable et ensuite aller se coucher... Il n'y a rien de plus doux au monde*^[1] ». Mais de quoi se venge-t-on ainsi si ce n'est de la supériorité des autres ? de la supériorité de ceux qui méprisent la vengeance ?

Les hommes doués l'offusquent, les hommes moyens ne sont pour lui que matériel humain qu'il traite utilitairement, avec indifférence. Car la bassesse humaine, il la connaît à fond, d'après lui-même d'abord, de par son expérience de tyran ensuite. La III^e Internationale, il l'appelle dans l'intimité, avec un indicible mépris, « cette misérable boutique ». Quand on tente de lui remontrer que les procès de Moscou font mauvaise impression

sur les intellectuels avancés de l'étranger, il hausse les épaules en répondant que ces intellectuels « avaleront tout », ça et bien d'autres choses si l'on veut. Il refuse aux communistes allemands des Sudètes, voués au camp de concentration les visas d'entrée en URSS. Il refuse l'asile aux Juifs persécutés : l'URSS est le seul pays du monde qui n'en ait point accueilli. Quelle situation morale fait-il, quand il acquiert l'amitié du Führer, aux communistes allemands qui, depuis des années, dans les prisons et les bagnes, résistent au nazisme ? On ne sait rien de Thaelman, sinon que ses collaborateurs Werner Hirsch et Remmele ont été fusillés à Moscou. Dans quelle impasse enferme-t-il les communistes tchèques et français qui, sur ses directives, ont prêché sans lassitude la résistance au nazisme^[2] ? On n'exagérera pas en disant qu'il les a poignardés dans le dos. Voués au ridicule, à la haine, mis en posture de traîtres après avoir fait la plus grossière surenchère patriotique et belliciste. Il n'en a cure. En y mettant le prix, il saura toujours, pense-t-il, renouveler son matériel humain.

Mépris des hommes encore, le cynisme qui le fait parler de « succès prodigieux » quand on est en pleine catastrophe ; qui le fait parler d'augmentation des salaires quand les salaires tombent à rien et que la faim prend les travailleurs aux entrailles ; qui le fait commander des apothéoses sur lesquelles il ne peut se faire aucune illusion...

Ici nous découvrons chez ce dur et grossier réaliste un étrange besoin de se duper lui-même, un effort insensé de se voir dans les miroirs autre qu'il n'est. Il se sent au-dessous de sa tâche, il se sent borné, bas, il se voit les mains rouges, il se sent haï... Il voudrait s'évader. Alors le Secrétaire général, affolé, sous son calme maintien, ordonne qu'on lui chante des cantates d'amour, qu'on le proclame bon, aimé, adoré, génial, inoubliable, humain entre tous, meilleur que les meilleurs, plus grand que les plus grands... Que des télégrammes d'approbation enthousiaste lui soient sur l'heure envoyés par les partis communistes et les « Amis de l'URSS » de Shang-Haï, du Vénézuéla, des Philippines, de Norvège, de Paris ! Ainsi le crime ne sera plus un crime mais un acte d'humanité. Et tout s'accomplit. Mais peut-il oublier, ce rusé fils de paysan, qu'il paie bon prix ces télégrammes et les larbins qui les envoient ? Que ces ovations, ces cantates, ces manuels d'histoire, ces dithyrambes, ces épithètes, ces portraits c'est lui-même qui les commande et les paie ? « De sorte que ces ovations

couvrent un silence total. Pas une voix ne s'élève sans commandement. Pas un geste ne se fait, pas une dépêche n'arrive. C'est comme s'il était seul au monde et s'adorait lui-même. Il est inquiet^[3]. »

Impossible de se passer de ce mensonge rassurant, impossible d'y croire. Le mensonge qu'il a déchaîné le nourrit et l'étouffe. Et le suprême mobile de ses actes se révèle ici à nous. C'est un sentiment d'impuissance et c'est la peur. Non la peur d'un lâche, car le courage physique ne lui manque pas, mais celle du primitif dépassé par les événements et que le tonnerre bouleverse. « Ne doutez pas, écrivait-il il y a dix ans, que je suis prêt à donner tout mon sang, goutte à goutte, pour la classe ouvrière... » Sincère, pourquoi pas ? Il fût mort courageusement, comme les autres, sur un échafaud d'ancien régime. Son malheur et celui de la Russie c'est précisément qu'il ait échappé à ce destin-là, gardant toutes les gouttes de son propre sang, traversant les guerres et les révolutions sans une éraflure, mais versant à flots le sang des autres ; se faisant adorer comme l'idole d'un socialisme monstrueux, parce qu'il ne peut pas ignorer, en tête à tête avec lui-même, qu'il a tué, pour toute une époque, le socialisme en Russie, et qu'il le déshonore dans le monde... Et il a peur pour le système dont il connaît l'extraordinaire fragilité. Peur du mensonge qu'il lit dans tous les yeux. Peur des fantômes que sa peur enfante, prêts à prendre corps dans la réalité : la guerre, la défaite, le démembrement de l'Union, la trahison, l'attentat. Il n'y peut plus rien : tout cela doit naître nécessairement de lui, de ses actes, de son régime. Quand il passe devant l'homme d'élite du détachement spécial qui veille à sa porte — et dont on a fusillé, par précaution, les prédécesseurs — il faut bien qu'il s'attende à recevoir une balle dans la nuque. L'ancien terroriste sait quel serait son rêve s'il était à la place de cet homme. Et il va, il va, à travers la pénombre d'une révolution fusillée, plein de noirs pressentiments, portant en lui-même, sous son front bas et son dur sourire imprimé, un petit enfer à sa mesure.

Paris, 2 janvier 1940.

1. [↑] Cité par Souvarine, p. 446, et par Trotsky dans divers écrits, ce mot fut souvent rappelé par des vieux bolcheviks.

2. [!\[\]\(a84fbd7881413e1294ea8476af46064a_img.jpg\)](#) M. Gabriel Péri demandait le 6 juillet dans l'*Humanité* : « Paris et Londres ont-ils indiqué les voies et moyens pour faire disparaître la Pologne dans le silence et l'indifférence complices de la France et de la Grande-Bretagne ? » Il suffit de parcourir cette feuille pour constater que jamais la fourberie ne fut ni plus grossière ni poussée plus loin.
3. [!\[\]\(9b51cf9f9e79f9421e301f165b0635e7_img.jpg\)](#) Victor Serge. *De Lénine à Staline* (Crapouillot, 1936).

À propos de cette édition électronique

Ce livre électronique est issu de la bibliothèque numérique [Wikisource](http://fr.wikisource.org)^[1]. Cette bibliothèque numérique multilingue, construite par des bénévoles, a pour but de mettre à la disposition du plus grand nombre tout type de documents publiés (roman, poèmes, revues, lettres, etc.)

Nous le faisons gratuitement, en ne rassemblant que des textes du domaine public ou sous licence libre. En ce qui concerne les livres sous licence libre, vous pouvez les utiliser de manière totalement libre, que ce soit pour une réutilisation non commerciale ou commerciale, en respectant les clauses de la licence [Creative Commons BY-SA 3.0](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr)^[2] ou, à votre convenance, celles de la licence [GNU FDL](http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html)^[3].

Wikisource est constamment à la recherche de nouveaux membres. N'hésitez pas à nous rejoindre. Malgré nos soins, une erreur a pu se glisser lors de la transcription du texte à partir du fac-similé. Vous pouvez nous signaler une erreur à [cette adresse](http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur)^[4].

Les contributeurs suivants ont permis la réalisation de ce livre :

- Susuman77
- Kaderousse
- Acélan

1. [↑ http://fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org)

2. [↑ http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr)

3. [↑ http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html](http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html)

4. [↑ http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur](http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur)